Vol 15 # 29 • Du 19 au 25 Janvier 2022

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162 Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

AUTOPSIE D'UN COMPLOT D'ASSASSINAT



Voir page 3

La précipitation avec laquelle les Etats-Unis ont pris en main le dossier d'assassinat de Jovenel Moise laisse à désirer et fait peur

LE SDP VEUT-IL INSTALLER LE JUGE MÉCÈNE ?



Voir page 3

Le Secteur démocratique et populaire (SDP) selon l'article 2 de l'accord de Musseau, va-t-il cette fois-ci essayer d'installer son président de la Transition, le fameux juge Mécène Jean-Louis











1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

Non à la politique de barbarie des comédiens haïtiens !

Par Berthony Dupont

Il semble n'y avoir aucune limite à la profondeur de l'abîme dans lequel les politiciens haïtiens sont prêts à précipiter le pays. La semaine écoulée, la classe politique pour camoufler ses échecs n'avait pas chômé et s'était montrée très active, laissant même croire qu'elle était animée de bonne volonté et de bonne foi (sic).

D'un côté, le gouvernement, représentant de l'Accord de Musseau ou du 11 septembre, a tenu une retraite à l'hôtel Royal Decameron sur la Côte des Arcadins les 13 et 14 janvier 2022 autour du thème « *Pour une action gouvernementale cohérente et harmonieuse dans le cadre de l'Accord politique pour une gouvernance apaisée et efficace de la période intérimaire.* ».

De l'autre, les acteurs de Montana et du Protocole d'Entente Nationale (PEN) ont finalement signé un consensus politique qui permettra de mettre en place une transition de deux ans dirigée par un collège présidentiel de cinq membres, un Premier ministre et un cabinet ministériel.

Et pour couronner le tout, certains individus de la diaspora se sont mis de la partie. Du 14 au 19 janvier 2022, ils ont organisé un Sommet de l'unité haïtienne en Louisiane, aux Etats-Unis pour tenter de rassembler tous les accords pour une solution d'ensemble. Les différents accords politiques présents se sont donc transformés en « Accord unitaire de Louisiane » et ont désigné le citoyen Fritz Jean pour être le président provisoire, sinon, l'un des présidents d'une autre période de transition qui pourrait probablement commencer à partir du 7 février 2022 prochain.

N'est-ce pas là un conglomérat d'irréductibles contradictions sociales et politiques, d'un amas incohérent de projets d'accords, d'un échafaudage d'ambitions politiciennes portées par un ramassis d'ambitieux politicards ? N'est-ce pas une mare où les crabes haïtiens s'accrochent les pinces sous les regards amusés du grand requin, l'impérialisme américain, intéressé de façon prioritaire à envenimer les luttes internes et ruineuses qui n'en finissent pas de durer et de détruire toutes nos institutions.

Toutefois, on doit l'admettre, au lieu d'une quelconque amélioration, la décomposition politique ne fait que s'accélérer davantage pour déboucher, nous en sommes certains, sur toutes les aventures et tous les dangers pour le peuple. Chacun s'essaye à faire une fuite dans l'horreur. Dans leur barbarie, les politiciens prennent plaisir à déployer tout leur arsenal démagogique. Cette retraite gouvernementale ne surprend guère, puisque le pouvoir en place est confortablement placé, jusqu'à maintenant, sous le contrôle des Etats-Unis qui lui accordent toutes les armes nécessaires pour résister aux assauts de ses opposants.

En tout état de cause, cette nouvelle et douloureuse épreuve ajoutée aux souffrances qu'endurent déjà les masses défavorisées, ne profite qu'à ses implacables ennemis. Car, seul l'impérialisme tire profit et satisfaction d'une telle barbarie dans laquelle il cherche toujours un soi-disant consensus politique. Ce n'est pas sans raison qu'il exhorte des discussions sérieuses (sic) entre le groupe de Montana, le Premier ministre Ariel Henry et d'autres parties prenantes clés, tel le PEN, sur une solution unifiée dirigée par les Haïtiens qui ouvrirait la voie à des élections libres et équitables.

C'est un projet qui a été bien orchestré, bien fignolé par les Etats-Unis, bien avant l'assassinat du Président Jovenel Moise si l'on prend en compte les déclarations importantes et édifiantes de l'ancienne ambassadrice des Etats-Unis en Haïti, Pamela White. (Voir page 7)

Nous, du journal *Haïti Liberté*, avons le devoir révolutionnaire de faire une analyse objective de la situation du moment. Nous estimons qu'il est nécessaire de rétablir la vérité : avec ces « barbares », il n'y a aucune volonté politique de résoudre les problèmes qui se posent mais plutôt un morbide entêtement à les empirer davantage.

Voilà pourquoi nous dénonçons l'interventionnisme politique et diplomatique qui s'exerce de plus en plus activement dans le pays. Nous avisons qu'aucune solution conforme aux intérêts des exploités et des opprimés ne pourrait se trouver dans le cadre de ces accords-comédies sans parler du consensus Montana-PEN qui doit se joindre à celui de la marionnette Ariel Henry.

Toutes ces alliances entre les comédiens de la droite et d'une pseudo-gauche pro-impérialistes doivent être ignorées et même balayées. Car, elles cherchent, en réalité, à entrainer le mouvement populaire dans cette voie barbare pour le déséquilibrer à jamais, briser la dynamique de sa force de résistance de sorte qu'il ne puisse jamais remettre de l'ordre dans la maison de ses luttes incessantes ni combattre la domination brutale ou insidieuse de l'impérialisme américain.

Le rôle du peuple est justement d'arrêter la barbarie de cette élite politique en accord avec les prostitués de la gauche, eux qui ensemble poursuivent leurs œuvres destructrices en appliquant à la lettre les directives des puissances capitalistes, ennemies héréditaires, déclarées des masses travailleuses.

Seul le peuple organisé, sous la direction d'une avant-garde d'orientation socialiste peut frayer le chemin ardu et épineux menant à la création d'une vie nouvelle. Pour y arriver, le devoir est de ne jamais plier l'échine, et l'urgence de rompre avec l'ordre barbare prôné par ses représentants de droite comme de gauche, les organisateurs de cette barbarie.

L'urgence en ce moment est de nourrir, solidifier notre combat de sorte qu'il ouvre la voie à une solution populaire, révolutionnaire pour bloquer la machine à détruire capitaliste et la politique de barbarie des comédiens haïtiens.

Autopsie d'un complot d'assassinat



Les recommandations de l'ambassadeur White ont été sans l'ombre d'un doute exécutées puisque le rôle que joue actuellement le Premier ministre Ariel Henry est bien l'option qu'elle essayait de vendre en mars 2021 devant la commission des affaires étrangères de la Chambre



Les Etats-Unis savent les vrais protagonistes du crime. Ils n'ont manifesté aucun intérêt à questionner les autres mercenaires haïtiens et colombiens emprisonnés en Haïti

Par Isabelle L. Papillon

Durant une interrogation devant la chambre des députés, l'ancien ambassadeur des Etats-Unis, Pamela White, questionnée à propos de ce qu'on devrait faire de Jovenel Moise, déclarait tout bonnement *« il faut l'isoler et nommer un Premier ministre à sa place ».*

Quelle signification doit-on donner au mot « isoler », quand bien sûr, il



Le juge d'instruction haïtien Garry Orélien

est utilisé dans un langage diplomatique par l'ambassadeur White, qui de plus, avance que Jovenel ne démissionnera pas ? N'est-ce pas pour dire qu'on n'a pas d'autre choix que de l'isoler.

Signalons que les recommandations de l'ambassadeur White ont été sans l'ombre d'un doute exécutées puisque le rôle que joue actuellement le Premier ministre Ariel Henry est bien l'option qu'elle essayait de vendre en mars



L'ancien sénateur John Joël Joseph arrêté à la Jamaïque, le samedi 15 janvier dernier

2021 devant la commission des affaires étrangères de la Chambre.

Dans la foulée, le mercenaire haïtien Rodolphe Jaar arrêté en République Dominicaine et extradé aux Etats-Unis n'a-t-il pas dévoilé, durant son interview au New York Times que sa motivation de participer au crime contre le 58e président d'Haïti relève d'une certaine assurance car on lui avait dit qu'il (le crime) bénéficiait du soutien total des États-Unis.

L'ex- militaire colombien, Mario Antonio Palacios Palacios, formellement accusé dans l'assassinat du président Jovenel Moïse, chez lui le 7 Juillet 2021, a affirmé qu'il a été recruté pour assurer la sécurité et participer à une opération pour arrêter le président Jovenel Moïse, c'est-à-dire à un coup d'état.

Enfin de compte, pourquoi a-t-il décidé de coopérer avec la justice américaine plutôt qu'avec celle d'Haïti où il a commis le forfait ? Selon l'affidavit présenté au juge fédéral, c'est lui-même qui a demandé « après un certain temps de parler aux forces américaines » pour faire la lumière sur l'affaire. Ainsi Palacios a été la première mise en accusation officielle dans cette affaire, non par le juge d'instruction haïtien Garry Orélien mais par une juge fédérale américaine Alicia Otazo-Reyez, le 4 janvier en Floride pour complot en vue de tuer le président haïtien Jovenel Moïse.

Est-ce que cela veut dire que les Etats-Unis étaient partie prenante de la planification du crime ? Mais pourquoi soudainement, 6 mois après l'assassinat, ils y sont plus intéressés, ce qui n'a pas été le cas tout au début de l'enquête ? Est-ce du fait que la justice haïtienne n'a pas les moyens et qualités requis pour faire aboutir le dossier ou bien parce qu'on ne lui fait pas confiance ? En fait, quels sont les intérêts des Etats-Unis dans la poursuite de certains hommes impliqués dans l'assassinat du 58e président d'Haïti ?

Le sénat vient d'introduire un projet de loi *"Haiti Development, Accountability, and Institutional Transparency Initiative Act (S. 1104)"* qui doit être soumis à la Chambre des représentants réclamant que l'administration Biden mette en branle les services préposés, le FBI, la CIA, DHS, à faire la lumière sur l'assassinat du président Jovenel Moïse, le 7 juillet 2021.

N'est-ce pas un rapport d'autopsie de cet assassinat que demande le Congrès américain ? Nous doutons sérieusement de l'efficacité de ce projet de loi applaudi par le très réactionnaire sénateur Marco Rubio (R-FL) et Ben Cardin (D-MD). Cette proposition de loi suggère qu'*« au plus tard, 90 jours après la date de promulgation de la présente loi, le secrétaire d'État, en coordination avec le procureur général, le secrétaire à la Sécurité intérieure et le directeur de l'Agence centrale d'intelligence, soumet à la commission des relations extérieures du Sénat et à la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants un rapport sur l'assassinat, le 7 juillet 2021, de l'ancien président d'Haïti Jovenel Moïse »*

Rappelons que l'ancien ministre des Affaires étrangères Claude Joseph avait bien sollicité une enquête internationale, est-ce dans cette perspective que fonctionnent les Etats-Unis ? Car un rapport exigé que *« 180 jours après la présentation du rapport requis par la sous-section, le Secrétaire d'État, en coordination avec l'Attorney General, le Secrétaire à la sécurité intérieure et le Directeur de la Central Intelligence Agency, soumettra à la Commission des relations étrangères du Sénat et la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants une version actualisée du rapport qui inclut tout développement significatif lié à l'assassinat de l'ancien président d'Haïti Jovenel Moïse. Et cette loi, doit inclure une description détaillée des événements qui ont conduit à l'assassinat de l'ancien président Jovenel, une description et un*



Rodolphe Jaar arrêté en République Dominicaine puis transféré aux Etats-Unis a déclaré : on lui avait dit que le crime bénéficiait du soutien total des États-Unis.

résumé de l'enquête, une identification des dates clés et les noms des personnes étrangères liées à l'assassinat et à l'enquête sur l'assassinat. Une description du soutien apporté par les États-Unis aux les efforts déployés par les autorités haïtiennes pour enquêter sur l'assassinat de l'ancien président Jovenel Moise, une évaluation de l'indépendance et de la capacité des autorités haïtiennes à enquêter sur l'assassinat de l'ancien président Jovenel Moïse. Une description de l'existence de toutes personnes étrangères précédemment employées par ou ayant servi de contracteur ou d'informateur pour le gouvernement des États-Unis américain impliqués dans l'assassinat de l'ex-président Jovenel Moise. Cette loi veut aussi que les parlementaires américains obtiennent également une description et l'identification des personnes étrangères impliquées dans l'exécution et la planification de l'assassinat de l'ancien président Jovenel Moïse et une évaluation des intentions de ces personnes étrangères ».

A quelle fin se demande plus d'un ? Est-ce pour cacher la vérité, brouiller les pistes sinon pour rassurer qu'aucune institution de l'Etat américain ne soit impliquée ? Sans doute le sénat aurait des soupçons que des personnalités officielles de l'administration Biden seraient amplement impliquées. Il ne reste que d'attendre le dénouement.

Le gouvernement haïtien a-t-il désisté et demande aux Etats-Unis de faire le travail en son nom ? Ce sont autant de questions qu'il faut poser de façon à comprendre ce qui est en train d'être concocté.

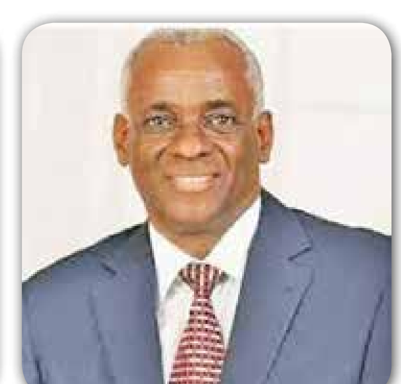
Qui vont croire alors, aux trouvailles des Etats-Unis ? Auront-ils le courage d'affirmer leur implication à savoir que les bourreaux étaient à leur solde ? De toute façon, la précipitation avec laquelle les Etats-Unis ont pris en main le dossier d'assassinat de Jovenel Moise laisse à désirer et fait peur. Car ce n'est ni pour rendre service à Haïti ni à son peuple qui aimeraient bien connaître tous ceux qui sont vraiment impliqués dans le financement de ce projet criminel.

La cotisation de Jaar à hauteur de 130 000 $ environ ne représente rien de la somme mise à contribution. Qui va donc nous dire qui sont les autres contributeurs financiers de ce crime ?

Par ailleurs, pas de nouvelles de Samir Handall lui arrêté en Turquie ; mais la dernière arrestation en date est celle de l'ancien sénateur John Joël Joseph, qui avait fait l'objet d'un avis de recherche de la Police nationale d'Haïti dans le cadre de cet assassinat, et qui a été arrêté à la Jamaïque, le samedi 15 janvier par la police jamaïcaine. Il va sans doute, à l'instar de Jaar et Palacios, être extradé aux Etats-Unis. Le ministre de la Justice et de la Sécurité publique (MJSP), Berto Dorcé, un homme sans scrupule, en a fait ouvertement la demande aux autorités américaines en déclarant, au journal de Wall Street « *Le gouvernement haïtien souhaitait réclamer l'extradition de M. John Joël Joseph, de la Jamaïque, toutefois […], il est préférable que les autorités américaines s'en chargent pour l'instant »*

Le SDP veut-il installer le juge Mécène ?





De gauche à droite Fritz A Jean et Edgard Leblanc Fils deux candidats à la présidence

Par Thomas Peralte

Le dimanche 16 janvier 2022, le Secteur démocratique et populaire (SDP) a organisé une rencontre à Kenscoff dans le cadre d'évaluer avec ses membres l'application de l'accord du 11 Septembre. Au cours de cette réunion, les acteurs n'ont pas manqué de réfléchir sur la date butoir du 7 février qui arrive à grand pas. Cette fois-ci, ce n'est pas pour demander le départ de Jovenel Moise comme il avait été le cas juste avant le 7 février 2021, mais pour la mise en place d'un président provisoire de transition.

Au cours de cette réunion, le SDP réfléchit à l'application de l'article 2 de l'accord de Musseau prévoyant l'installation d'un exécutif bicéphale à partir du 7 février 2022. Pour cela, il projette de mobiliser ses troupes au cours de la période allant du 27 janvier au 7 février 2022 qu'il baptisera de « Réveil Populaire ».

La bande à André Michel, Nènèl Cassy et Marjorie Michel dit décider de rencontrer d'autres signataires de l'Accord du 11 septembre pour organiser, avant le 31 janvier 2022, une assise autour de la mise en œuvre de l'Accord, notamment son article 2, dans la perspective du 7 février 2022. Sans doute pour installer cette fois-ci leur président provisoire de la Transition, le fameux juge Mécène Jean-Louis et Ariel Henry lui-même restera à son poste de Premier ministre.

A moins que la stratégie américaine ait changé sinon le SDP ne devrait pas ignorer complètement la totalité du projet américain, tel que l'avait indiqué l'ambassadeur Pamela White.

On peut clairement remarquer, qu'il y ait un abime de contradictions entre le SDP et le locataire de la Primature. Leur résolution n'a pas manqué de critiquer le Premier ministre, *« le secteur démocratique et populaire dénonce et condamne avec fermeté la violation systématique de l'Accord du 11 septembre 2021 par le Premier Ministre Ariel HENRY qui, selon lui, s'arrange à en faire une application partiale visant ses intérêts inavoués ou inavouables, rejetant par ainsi les revendications du peuple haïtien au cours des dix dernières années »*.



André Michel du SDP se mobilise également dans la perspective du 7 février 2022

Une autre constatation a été faite le lundi 10 janvier, quand le SDP constatait la fin de mandat du tiers du Sénat, alors que la Primature ne l'a pas suivi sur ce chemin. Cela montre que même quand il y a un accord entre le SDP et le dirigeant de Uniforce Ariel Henry, le vrai patron c'est Washington qui impose ses décisions.

C'est dans cette optique qu'il faut comprendre la dernière sortie de Ariel Henry au sujet du 7 février de façon à mettre en garde les principaux candidats à la présidence de la transition. Le Premier ministre reste attaché au projet initial, puisque le 17 janvier 2022, lors de la cérémonie l'installation d'Emelie Prophète à la tête du ministère de la Culture et de la Communication, il a laissé entendre : *« le prochain locataire du palais national sera un président élu librement et démocratiquement par la majorité du peuple haïtien. […] Dans le contexte actuel, je tiens à rappeler aux uns et aux autres, qu'il n'existe aucun moyen légal ou constitutionnel pour choisir un président provisoire légitime. Personne n'a une telle autorité. Certains sont tentés par le recours à la violence ou à l'élimination physique de responsables d'Etat »*

Ariel ajouta ensuite : *« Le temps n'est pas aux querelles de chapelle ni aux luttes fratricides pour la conquête d'un pouvoir éphémère. Dans cette conjoncture difficile, nous ne pouvons pas nous engager dans le jeu de chaises musicales à la tête de l'État »*

Lettre ouverte de Me Levelt MILORD au ministre de la Justice Me Berto DORCÉ, av



Le ministre de la Justice Me Berto DORCÉ

Me Berto DORCÉ, av.
Ministre de la Justice Et de la Sécurité Publique ;

Monsieur le Ministre,

Il y a quelques jours, il m'est parvenu votre décision concernant mon transfert de mon poste de Directeur des Affaires Judiciaires (DAJ) à celui de chargé de mission à l'École de la Magistrature.

Étant un acte administratif, je ne conteste pas la teneur d'une telle mesure qui ne dérange en rien ma volonté de mettre mes compétences au service de mon pays, comme je l'ai fait avec brio, honnêteté et efficacité pendant mes quatre ans comme DAJ; d'autant que votre acte n'a pas été dicté par un constat d'incompétence ou d'un relevé de faits liés à des fautes administratives de ma part.



Me Levelt MILORD

De plus, tout le plaisir sera pour moi de travailler auprès de grands professionnels du droit jouissant de bonne réputation, et formant la grande famille des formateurs des jeunes professionnels aspirant à intégrer la magistrature haïtienne. Donc, ce serait à moi tout un honneur de saisir cette opportunité pour échanger avec ces réserves de l'intelligentsia nationale, notamment le légendaire, Me. Kesner THERMÉSI placé à la tête de cette prestigieuse institution. Si votre décision n'est pas contestée, elle n'est pas non plus surprenante. Toutefois, elle prête à interrogation.

Monsieur le Ministre, dès votre arrivée à ce poste de titulaire du Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique (MJSP), par un accident de parcours qui ne cesse d'étonner plus d'un, vous vous êtes donné le soin de claironner partout et en tout temps que vous n'allez pas travailler avec moi, pour le fait que vous et moi ne sommes pas de même équipe.

C'était bien vu de votre part. Nous ne le sommes point. Puisque votre passé éclair dans le système judiciaire, comme juge de paix suppléant de Miragoane, soldé de votre arrestation suivie de votre emprisonnement en 1997 pour trafic de drogue, puis votre enrichissement illicite témoignent avec éloquence et vérité que Me Levelt MILORD et vous ne font vraiment pas partie de la même équipe; vu que l'un est du lot de ceux qui luttent et travaillent avec assiduité pour réussir professionnellement et dans la dignité. Cependant, l'autre est de ceux qui croient que même les mauvaises routes ne sont pas à éviter pourvu qu'elles conduisent à Rome.

Monsieur le Ministre, je pouvais, en lieu et place de ce contenu, vous adresser une lettre pour vous présenter ma démission. J'ai décidé de faire autrement. Puisque, tout compte fait, c'est vous qui n'avez pas votre place dans le système judiciaire haïtien, voire à la tête du Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique, cette entité incombée de la mission de débarrasser la société de ceux qui violent les règles. Ce n'est que tout récemment encore, dans un article publié le 12 Décembre 2021, « The New York Times » vient de révéler sur la base d'un rapport de la « D.E.A » votre implication dans une affaire de drogue concernant un bateau panaméen avec 1100 kilogrammes de stupéfiants. Quelle honte pour la société!

Alors, je préfère vous rappeler, par cette plume, que si les gens à réputation douteuse, comme vous, sont si vrombissants, c'est parce que les gens de bien d'ici font, par sagesse, trop souvent silence. Leur mutisme ouvre la voie à ceux qui devraient se trouver derrière les barreaux, au lieu d'être à des places pour faire la loi.

Il est temps, enfin, que le poste de Ministre de la Justice en Haïti cesse d'être la cachette de prévaricateurs et de criminels pour devenir le repère des honorables et incorruptibles.

Plaise à vous, monsieur le ministre, après connaissance de cette lettre ouverte, s'il vous reste encore un peu de conscience, de rédiger votre lettre de démission, attestant votre repentance d'avoir attiré tant de dénigrements sur la nation haïtienne toute entière et particulièrement sur la justice haïtienne par votre présence à la tête du MJSP, puisque normalement votre place devrait être à l'intérieur d'un centre carcéral.

J'espère bien que ma correspondance vous amène à votre autocritique pour comprendre que vous êtes dans l'indignité totale par rapport au poste occupé et que telle mesure sera prise pour libérer le MJSP de votre embarrassante présence.

Civilités
Me Levelt MILORD
Avocat

C.C. : Au Premier Ministre
C.C : Au Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire (CSPJ)
C.C. : Au Président du Sénat de la République
C.C. : Au Protecteur du Citoyen
C.C. : Au Président et membres de la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif
C.C : Au Réseau National de Défense des Droits Humains (RNDDH)
C.C : A la Fondasyon Je Klere (FJKL)
C.C. : A la Représentante Spéciale des Nations Unies en Haïti
C.C. : A l'Ambassadeur des États-Unis en Haïti
C.C. : A l'Ambassadeur du Canada en Haïti
C.C. : A l'Ambassadeur de France en Haïti
C.C. : Aux organes de presse parlée, écrite, télévisée et en ligne.

Me Levelt MILORD, av.
Port-au-Prince, Haïti,
Port-au-Prince, Vendredi 14 Janvier 2022

2002/2022 : Collectif Non 20 ans après

Par J. Fatal Piard

Ou mèt abiye yon bourik jan w abiye l
Depi l midi fòk li hanni Hihan Hihan

Entre 2001 et 2004, des « artistes et intellectuels » haïtiens à la solde des fossoyeurs internationaux étaient très actifs politiquement. Pendant près de trois ans, il ne se passa pas une semaine sans qu'ils ne déambulassent dans les rues de la capitale crachant leur haine viscérale contre le régime du Président Jean Bertrand Aristide. Collectif Non, ainsi se nommait la version intellectuelle et artistique de ce consortium de narco trafiquants, de contrebandiers, de transfuges politiques, d'agents de l'international et de mafias de tout acabit baptisé GNB.

Des artistes et des intellectuels ont leur Grenn Nan Bouda tout aussi bien que leur bon sens et leur nationalisme. GNB, ainsi se nommait le vaste mouvement parrainé par ces mêmes fossoyeurs qui ont concocté et financé le parricide du Pont Rouge ainsi que tous les mouvements de fragilisation qu'a connus Haïti depuis le 17 octobre 1806. Tandis que les assaillants à la solde de l'IRI se préparaient depuis la République Dominicaine pour venir assassiner, incendier et piller, en Haïti, intellectuels aliénés et artistes schizophrènes du Collectif Non s'activaient.

Leurs tentacules s'étaient étendues jusqu'en terres étrangères. Ainsi des artistes et des intellectuels d'origine haïtienne de renommée internationale supportaient la déstabilisation sous couvert de mouvement anti-Aristide. Les musiciens Wycleff Jean aux Etats-Unis et Luck Mervil au Québec exprimaient leurs *« appréhensions face à la situation en Haïti caractérisée par la répression des manifestations anti-gouvernementales emmenées par les étudiants »*. C'est pour dire qu'à cette époque ils étaient si bien informés.

Le rappeur haïtiano-américain de renommée mondiale, Wycleff Jean, s'était montré très préoccupé par les violences exercées contre les étudiants en Haïti qui manifestaient contre le président Jean Bertrand Aristide. Dans une interview exclusive à Radio Métropole depuis New-York, le mercredi 8 janvier 2004, l'ancien band leader de « Fugees » avait appelé au respect du droit des jeunes. Wycleff Jean s'était dit choqué de voir à CNN la police frapper les étudiants qui réclamaient le départ du Président Aristide. Le musicien affirmait que les policiers n'avaient aucun droit de s'en prendre violemment aux jeunes.

Les étudiants, manipulés par André Apaid, lui-même pion de l'impérialisme américain manifestaient régulièrement contre le Pouvoir depuis l'assaut donné à l'Université par ses partisans, le 5 décembred'avant. Cette attaque avait fait une trentaine de blessés dont le recteur qui avait eu les jambes fracturées. L'artiste canado-haïtien, Luck Mervil, s'était dit également préoccupé par la situation en Haïti où le pouvoir réprimait les manifestations de l'Opposition.

Le célèbre musicien et homme de théâtre, rentré expressément pour prendre part activement aux mouvements de déstabilisation de passage au pays, souhaitait un véritable changement notamment sur le plan démocratique. Au cours d'une émission à Radio Métropole, le mercredi 8 janvier, Luck Mervil s'était réjoui de l'unité au sein de la société haïtienne pour un changement de régime politique. Il s'était dit impressionné par la diversité des couches sociales qui réclamaient le départ du Président Aristide.

Luck Mervil rentré à cette fin exclusivement a participé, mercredi, à Port-au-Prince, à une marche convoquée par la Plate-forme Démocratique qui regroupait les partis de l'Opposition, les organisations de la Société Civile et les étudiants. Cette manifestation qui avait bénéficié d'une couverture policière avait été violemment dispersée par des partisans armés du pouvoir aidés de policiers en civil. Cette intervention avait fait au moins deux (2) morts et près d'une trentaine de blessés par balles.

Des artistes haïtiens très connus tels Théodore Beaubrun Junior, Lionel Trouillot et Syto Cavé participaient régulièrement aux manifestations anti-gouvernementales. Ils avaient formé le Collectif Non pour dénoncer l'instauration d'une « féroce dictature » en Haïti. Fort heureusement près de 20 ans après tout va bien chez madame la Marquise. Plus de violence dans les rues. A Martissant, les enfants vont à l'école en paix. Personne n'est enlevée à la Croix-des Bouquets. Pas d'étudiants ni de professeurs abattus par les sbires à la solde du système.

Pas de juge empoisonné par les pouvoirs post Lavalas. Plus de journalistes disparus ni assassinés ni forcés de prendre la poudre d'escampette. Fort heureusement l'histoire a toujours eu raison des escrocs déguisés en sauveurs. Sept ans après allait s'abattre sur le pays le séisme hautement destructeur du 12 janvier 2010. Une aubaine pour Wycleff Jean et Luc Merville et leurs collègues, escrocs patentés. 12 janvier 2010, il ne saurait exister de meilleures occasions pour ces détrousseurs de se tirer d'affaires et ce à coup de millions.

Le malheur des victimes du tremblement de terre du 12 janvier a fait de Wycleff et Luc Mervil de nouveaux millionnaires. Ce fut le moment des gestes de solidarité avec le peuple Haïtien. Marathons sur marathons, levées de fonds sur levées de fonds ont été organisés. Les millions recueillis sont allés jusqu'au Brésil renflouer les comptes de la petite amie de Wycleff. Quand à Luc Merville, il est devenu encore plus vil.

Ce dernier a collecté des millions sous le fallacieux prétexte de reconstruire les maisons au profit des sinistrés. En bon escroc, Luc s'est construit une fortune en renflouant son compte en banque à qui il ne restait que quelques misérables centimes. En depuis la misère, la violence, la vie chère dont sont victimes les masses populaires haïtiennes ne préoccupent plus ni Wycleff Jean, ni Luc Merville, Théodore Beaubrun Junior, Lionel Trouillot, ni Magali Comeau Denis ni Syto Cavé.

Et depuis la nuit du 28 au 29 février 2004 la sensibilité des artistes du Collectif Non pour les masses populaires est morte et enterrée. Men atis ak entèlektyèl tankou Wayklèf Jan, Lik Mèvil se 2 sèl grenn Ayisyen ki pat ko konn si twou manti pa janm fon vre jan yo panse a. Men vakabon rete vakabon menm lè zo l pa bon pou fè bouton. Vòlè rete vole menm apre lantèman l. Kèlkeswa jan w abiye yon zenglendo an atis l ap rete zenglendo sitou lè l wè milyon yo pral fè apre Zougoudou 12 janvye 2010.

Haïti : Deux personnes sur cinq souffrent d'insécurité alimentaire



Parmi les principales causes de cette situation figure le tremblement de terre survenu à l'été 2021, au cours duquel 800 000 personnes ont perdu leur logement ou leur mode de vie.

43% de la population d'Haïti serait en situation d'insécurité alimentaire, selon l'ONG espagnole Alianza por la Solidaridad-Action Aid, qui rappelle que, selon les Nations Unies, 253,6 millions de dollars sont nécessaires pour couvrir les besoins de ses habitants.

Les données de l'ONG ont émergé à l'occasion de la commémoration de l'intense tremblement de terre qui, le 12 janvier 2010, a détruit le sud du pays, en particulier la capitale, Port-au-Prince, et fait entre 100 000 et 300 000 morts, selon données de cette époque.

Les dégâts causés par cette catastrophe, ainsi que le passage de plusieurs ouragans et d'un nouveau tremblement de terre en août 2021, ont causé, comme l'une de ses conséquences, que, selon les données de l'Organisation des Nations Unies (ONU), l'immigration illégale en 2021 a augmenté considérablement dans le pays des Caraïbes.

Rien qu'en octobre de cette année-là, 1 194 Haïtiens tentant d'atteindre les États-Unis ont été rapatriés, dont beaucoup de zones rurales.

Alianza por la Solidaridad affirme avoir fourni une aide humanitaire en 2021 à 34 000 familles haïtiennes, soit quelque 170 000 personnes, avec le soutien de l'Agence espagnole de coopération au développement-Aecid, la Direction générale de la protection civile et de l'aide humanitaire de l'Union européenne, et le Programme alimentaire mondial des Nations Unies.

Cette aide comprend, entre autres, des kits alimentaires, du cash pour reconstruire des maisons ou faciliter l'accès au panier alimentaire dit de base, et un soutien psychosocial.

Parmi les principales causes de l'aggravation de cette situation figure le tremblement de terre survenu l'été dernier, au cours duquel 2 000 personnes sont mortes, 12 000 ont été blessées et 800 000 ont perdu leur maison ou leur mode de vie.

La situation politique instable, qui s'est aggravée après l'assassinat du président de la République, Jovenel Moïse, en juillet dernier, a également eu une influence. Cependant, la situation précaire du pays est également aggravée par un autre obstacle, la violence sociale.

« Haïti est devenu un pays dans lequel les armes et la drogue circulent sans aucun contrôle. Il y a la famine et la peur et le résultat est que 43% de la population souffre d'insécurité alimentaire sans qu'il y ait eu de mauvaises récoltes ou de sécheresse excessives, comme les autres années », a déclaré la coordinatrice d'Alianza en Haïti, Mercedes López, dans un communiqué.

En septembre dernier, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) avait appelé d'urgence à davantage d'investissements pour aider la population rurale du pays à rétablir le jardinage domestique et l'agriculture à petite échelle et à éviter une aggravation de la crise alimentaire, qui a touché quelque 980 000 personnes qui ont été les plus touchés par le tremblement de terre d'août 2021 et se trouvaient dans une situation d'insécurité alimentaire aiguë.

Résumé latino-américain, 13 janvier 2022

Mexique : la police affronte des demandeurs d'asile haïtiens

Pour la troisième journée consécutive, des dizaines de migrants haïtiens se sont rendus jeudi 13 janvier 2022 à la Commission mexicaine d'aide aux réfugiés (COMAR) à Mexico pour demander aux autorités de leur accorder un visa humanitaire.

Depuis mardi, le siège de la COMAR était gardé par des policiers, qui tentaient d'expulser les Haïtiens qui manifestaient pacifiquement afin d'obtenir un document leur permettant de trouver un emploi et de louer une maison par leurs propres moyens. « *Nous avons passé jusqu'à six mois ici sans papiers. Nous devons payer un loyer et aider les enfants et les personnes âgées. D'autres immigrants ont des documents. Les Haïtiens non. Nous devons savoir pourquoi »*, a déclaré Raquel, comme le rapporte le média local Diario Contraste.

Des manifestations de demandeurs d'asile ont également eu lieu dans d'autres villes mexicaines. Par exemple, à Monterrey, une ville située près de la frontière avec les États-Unis, des centaines d'Haïtiens manifestent depuis décembre pour obtenir l'aide des autorités fédérales. *« Les autorités de l'immigration du pays n'ont cependant pas résolu leurs cas. Ils ne peuvent pas accéder à l'emploi formel, ce qui a généré des manifestations et des blocages partiels »*, a rapporté le Colegio de la Frontera Norte.



La police a battu un migrant haïtien, Mexico, Mexique, 13 janvier 2022. | Photo : Twitter/ @DiarioLibre

À Mexico, de nombreux Haïtiens sans papiers qui n'ont aucun revenu survivent dans des refuges pour migrants où des organisations caritatives leur offrent de la nourriture et leur enseignent l'espagnol. Cela se produit, par exemple, à Casa Tochan, un centre de refuge créé pour les migrants d'Amérique centrale qui a accueilli plus de 100 Haïtiens de tous âges au cours de la dernière année.

Telesur 14 janvier 2022



Woukou Sèvitè Fènan

J. Fatal Pya


Jan Jòj Fènan Byenneme

Sèvitè Jan Jòj Fènan Byenneme travèse retounen nan peyi Alada senmenn pase a jou ki te mèkredi 12 janvye 2022 a. Se konsa Lakou Souvnans lage nouvèl la apre sèvitè a te fin kase kòd. Sèvitè Fènan te pran larelèv Ati Byenneme lè l te fin travèse nan lane 1990 sa fè piplis pase 32 lane konsa. Tout sèvitè Vodou nan tout peyi a ak nan anpil lòt peyi wete chapo yo pou yo di Woukoukou pou Sèvitè Fènan ki te eritye dirèk dirèk Ati Byenneme.

Sèvitè Jan Jòj Fènan Byenneme travèse retounen nan peyi Alada apre l fi travèse 81 rèkòt kafe byen donnen. Paske se nan lane 1942 manman l te fin pouse l anvan fanm chay la te koupe kòd lonbrik li antere l anba pye mapou yo. Bohoun Sèvitè a gen pou l chante jou ki va samdi 29 janvye a nan Lakou Souvnans bò 7 tè edmi nan maten.

Apre Bohoun nan n ap gen pou n retounen pou n pale sou kalib gason Sèvitè Fènan te ye. E ki jan l te toujou rete fidèl a Vodou a pou jis li kase kòd. Detan sa a, sa pa anpeche n swete l bon travèse nan peyi Alada nan bato Imamou ki gen tan vin chache l sou waf Gonayiv la.

Bon travèse Sèvitè Fènan!

Alfabè Akò

Nan jimnastik pasipala
Alfabè akò pran kout ba
Pran kout ba tout jis anba
Pran kout ba kou kobaba
Pran kout ba jis anba laba
Pran kout ba jis li delala
Akò pran kout ba jis li kaba

Nan kwaze lewit ak fiyèl
Awousa pran kal anmè fyèl
Douvan simityè akò riyèl
Kwaze nan kalfou komokyèl
Legba jwenn kèk pataswèl
Nan derefize loubri baryè l

Akò fin fennen nan makrèl
Aba awousa atoufè rebèl
Aba bandi betize devan afè l

Akò ale tounen retounen
Se menm seremoni tenyen
Akò koute plis pase gouden
Gen akò k gen gou nen chen
Gen akò k gen lòdè vye zen
Gen akò k koulè sendenden

J. Fatal Pya

Rara san Banbou

Tout moun pale
Tout moun kriye rele
ape woukoukouye

Rara san Banbou
pa rara pou mwen
Woukoukou pou wou
Woukoukou !

Vanyan an janbe
Van wouke san bri
Li ale san kenken.
Kanmarad Pyè
Loray kataye Banbou
danse petwo
laye gongo
foulaye ibo
mawonnen nago

Rara san Banbou
pa rara Woukoukou !
Woukoukou!

Mouvman Kreyòl
repondonng nan silans rada
toumant a lespwi wa ye.
Lonbray Jan Tanbou
layite ladouskivyen pawoli
nan woulawoup lekzistans
liminasyon tètgridap
sou koulè kavo li

Rara san Banbou
pa rara
Woukoukou !
Woukoukou !

Pyè Banbou
ou se fòs òganik
lespri maton.
Ou janbe se vre
men rasin ou ape trese riban
kow! kow! nan jaden zansèt yo.
Grandèt ou tankou
mèt Franswa, mèt Tutu,
Ti Montrèy

nou p ap janmen sispann liminen
nan fènwa mounite.

Rara san Banbou
pa rara
Woukoukou pou wou
Woukoukou!

Banbou ou se vaksin
nan zòrèy nanm mwen
fè m danse rara a
pou souf kreyolizay
koud frechè ajoupa m
sou wout lekzistans vanyan mwen.

Pyè poli anetwale
klète ki liminen lan nwasè
jouk lanjelis mennen solèy
blayi payèt lòtbò lenfini w
pou dèyè pa ni bite ni tonbe.

Rara san Banbou
pa rara
Woukoukou !
Woukoukou !

Ala koze nou koze!
Se pa ti mistè nou pa desounen !
Banbou Tanbou Mapou
Prizon Fò Dimanch
pa te ka klete souf nou.
Poutan lespwi nou
Lobe nanm move zè
Pou konbit nèg kreyòl
Klise lavi miyò

Pou yon keyolizay popilè.

Rara san Banbou
pa rara pou mwen
woukoukou pou wou
Woukoukou!

Nou ake m pou letènite !
Gary S. Daniel nèg Gonbolyen Sosyete Koukouy, Visprezidan REK

Kòltiz : Yon pratik solidarite ant peyizan

J. Fatal Pya

Bèf ki pa touye 31 desanm
Y ap touye l 1ye janvye


Se yon pratik kote peyizan yo mete tèt yo ansanm pou yo travay latè nan vann jounen. Yo fè kotizasyon kolekte kòb ansanm pandan tout lane a pou yo ka achte youn oubyen plizyè bèf

Depi lane 2021 an jou ki te 16 desanm nan Inesko ki se youn nan ajans Nasyonzini yo te rekonèt Soup Joumou kòm yon Patrimwàn Kiltirèl Limanite. Tande pale sou soup joumou se youn, men, konn tout engredyan yo sèvi kòm materyo ki rantre nan fè soup joumou an se yon lòt. Pou vyann ak zo bèf la ki se nanm soup la sa a se yon lòt ankò. Men kondi grann mwen ta di. Se pou w konn la pou w al la. Jodi a n pral chita sou yon pratik Peyizan nan Sid genyen ki rele kòltiz.

Kòltiz, se yon pratik solidarite ant peyizan ayisyen ki gen piplis pase yon syèk. Dapre anpil rechèch nou fè moun nou pale yo di n yo leve jwenn pratik sa a jan l ye a. E genyen menm ki fè n konnen menm granpapa yo te konn fè pratik sa a depi yo te ti katkat. Vwala pou jis kounye a yo toujou kenbe l byen djanm. Men se sitou nan Depatman Sid la nou jwenn tradisyon sa a ki rele kòltiz la. Menm nan Depatman Sid la se sitou nan komin Kanperen depi n leve n jwenn li. E pou jis kounye si w ta wè pa gen kòltiz, ou te mèt konnen pap gen gen vyann nan soup 1ye janvye. Depi pa gen vyann bèf nan yon soup nou ka rele l tout lòt bagay sòf soup. Nou pale ak moun ki soti nan tout lòt depatman nan peyi a pou n ka konnen pi byen, yo tout di n yo pa konn pratik sa ki rele kòltiz la bò lakay pa yo.

Pou koumanse an n pran san n pou n byen esplike n ki sa kòltiz la ye. « *Se yon pratik kote peyizan ki mete tèt yo ansanm pou yo travay latè nan vann jounen. Yo fè kotizasyon kolekte kòb ansanm pandan tout lane a pou yo ka achte bèf. Bèf sa a ou bèf sa a yo, sa depan ki kantite kòb yo ranmase a se 30 ou 31 desanm yo pral touye l ou touye yo. Vyann sa a yo pral separe ant tout moun ki te patisipe nan kotizasyon sa a. Se sa k fè jou w tande bèf sa a ap touye a tout moun oblije prezan pou ranmase kantite vyann pa yo* ». Se sa kanmarad nou Inyas Bobèf yon peyizan nan Kanperen te pran san l pou l esplike n. Agonòm Bobèf te kontinye pou l te esplike n nan koumansman, se te tout peyizan ki te nan eskwad ki te deside pote kole nan mete kòb ansanm pou yo ka rive achte bèf la ou bèf yo. Paske konn gen kòltiz ki konn rive achte plizyè gwo bèf. Depi sou 1ye kòb eskwad la touche pou 1ye travay li fè nan ane a, kotizasyon an gen tan koumanse. Li te esplike nou pou l te di n gwosè ou kantite bèf eskwad la pral achte a pral depan sou kantite kòb yo rive kotize pou ane a. Depi 30 desanm rive, w ap pase yon kote, ou tande bidip bidip bidip se pa lòt bagay. Se bèf kòltiz k ap pase pa yo anba kout baton gayak peyizan anvan yo kòche l apre pou yo dekoupe l an plizyè moso. Nan katye ka Tibi nan 3yèm seksyon se toujou bèl bèl anbyans. Detan y ap lapide yon gwo bèf, gen yon lòt menm ki mare nan yon pye gwayav. Siman nan kè l li do ape ri sa k mouri a. Men l pa konn si tou pa l dèyè. Kout tanbou fè kenken detan Peyizan an yo ape chante. Kout baton ape vide kou grenn lapli novanm sou tout kò gwo bèf sa a ki lonje kat pye men longè atè a. Tout manm eskwad la ki te pote kole nan bay kòb reyini y ape tann. Y ap tann ak sak yo, kivèt yo, bokit yo nan men, fèy bannann yo oubyen sachè yo nan men yo. Se yon bèl anbyans. Nou kite Tibi, nou pran wout Lasivèt. Tout sou kote wout la se kèk gwo bèf kòltiz k ap pèdi lavi yo devan dèyè. Detan n pe pran mòn pou n rive anlè Lasivèt, depi se kote w tande bidip bidip bidip tout Kare, se menm aktivite a. Bèf kòltiz ki pe pèdi lavi yo san gade dèyè.

Yon lòt fòm kòltiz

Tank tan an ap pase koze kòltiz la pe evolye tou. Lontan se te kòb eskwad travay sèlman yo te kotize pou achte bèf la. « *Men kounye a menm si w pa travay nan eskwad w ka fè kòltiz. Konsa n bijo òganize yon sòl. Depi janvyen n lanse enskripsyon pou moun ki vle patisipe nan sòl la. Papa ou manman sòl la deside l ap achte yon bèf tan pri. E manm sòl yo gen jis ka fen novanm koumansman desanm pou yo fin fè kòb la kont. Se konsa n lanse enskripsyon pou sòl la. Nou deside kantite manm yo ak kantite kòb pou yo chak bay chak mwa pou yo ka rive rasanble kantite kòb yo bezwen pou yo achte bèf la* ». Se sa Kafenòl te di n lè n te al lakay li sou kannal la pou l te bann esplikasyon sou lòt fòm kòltiz sa a.

Avantaj ki gen nan bèf la anyen pa pèdi. San an yo kwit li menm kote a bay moun manje. Po a fè bonjan tanbou ou byen sandal, valiz, soulye elatriye. Kòn yo, zago yo, dan an yo, zo yo fè bèl bijou lè se pa chen ki kraze yo anba dan dèyè yo. Anndan zo yo gen sa ki rele mwèl la anplis mwèl ki nan tèt bèf la.

Pamela White sur Jovenel Moise : « mettez-le de côté » et adoptez « l'option Premier ministre »



Pamela White, ancienne ambassadrice des Etats-Unis en Haïti de 2012 à 2015

Par Ryan Grim

Quatre mois plus tard, Jovenel Moïse a été assassiné et remplacé par un Premier ministre soutenu par les États-Unis, alimentant les soupçons d'implication américaine.

Lors d'une audience peu remarquée de la commission des affaires étrangères de la Chambre en mars 2021, intitulée "*Recommandations politiques sur Haïti pour l'administration Biden*", un ancien ambassadeur en Haïti a recommandé que la façon de traiter avec le président gênant Jovenel Moïse était de « le mettre de côté » et adopter ce qu'elle a appelé « l'option du Premier ministre ».



Pamela White a recommandé de « mettre de côté » le président gênant Jovenel Moïse

Les États-Unis n'étaient pas satisfaits de Moïse et, à l'approche de nouvelles élections dans un contexte de détérioration de la situation sur le terrain, ils souhaitaient une transition plus rapide. « *Ce serait bien s'il démissionnait, mais je ne pense pas que cela se produira* », avait déclaré l'ancienne ambassadrice Pamela White lors de l'audience, interrogée par le représentant Ted Deutch, D-Fla. White a été officier du service extérieur en Haïti de 1985 à 1990 et a été ambassadeur de 2012 à 2015. « *Donc je pense que si nous le mettons en quelque sorte de côté, vous savez, dans le meilleur des mondes, et que nous avons un Premier ministre nommé qui n'est pas corrompu, qui n'est pas du secteur politique, n'est pas du secteur privé – il y a plusieurs très bons candidats. Je ne vais pas les nommer, mais il y en a plusieurs.* »

White semble signifier «mis de côté» dans le sens hypothétique, discutant de l'avenir d'Haïti sans l'ancien président comme un obstacle, mais l'expression prend un nouveau sens compte tenu de son assassinat en juillet aux mains de mercenaires colombiens prétendument organisés par des éléments de l'élite haïtienne.

Les commentaires ont circulé parmi les Haïtiens en ligne, renforçant les soupçons sur l'île que les États-Unis avaient approuvé l'opération contre Moïse. « *Personne sain d'esprit ne penserait que j'aie quoi que ce soit à voir avec son assassinat* », a déclaré White à The Intercept mercredi. « *Je ne veux pas clarifier une déclaration qui était très claire. J'ai eu raison. Moïse n'avait pas l'étoffe d'un président. Il avait totalement perdu le soutien [du] peuple haïtien. Avec raison* ».

Après que son prédécesseur, Jocelerme Privert, ait quitté ses fonctions après moins d'un an en tant que président provisoire, Moïse a prêté serment en tant que président en février 2017 pour un mandat de cinq ans. Alors que son opposition soutenait qu'il devrait quitter ses fonctions cinq ans après le départ du président précédent, Moïse a fait valoir que l'expiration de son mandat en février 2021 était prématurée et qu'il prévoyait de rester au pouvoir jusqu'à la tenue de nouvelles élections.

Le 5 juillet, Ariel Henry, un neurochirurgien allié de l'ancien président Michel Martelly, a été nommé premier ministre par Moïse. Henry, qui avait été membre de gouvernement auparavant mais qui était plus récemment membre d'une commission supervisant la réponse du pays au Covid-19, avait été antérieurement membre du Conseil des Sages, un groupe de sept dirigeants haïtiens soutenus par les États-Unis. Deux jours plus tard, Moïse a été abattu dans sa chambre et Henry a commencé à se battre pour devenir le chef de facto de la nation.

Un procureur chargé d'enquêter sur l'assassinat a révélé qu'immédiatement après le meurtre, Henry avait eu deux appels téléphoniques avec Joseph Badio, un ancien responsable de la justice haïtienne accusé d'avoir dirigé l'opération. Le présumé financier du complot, Rodolphe Jaar, a été arrêté vendredi en République dominicaine à la demande des États-Unis. Jaar, un homme d'affaires haïtien qui avait déjà été reconnu coupable de trafic de drogue et a servi d'informateur pour la Drug Enforcement Administration des États-Unis, a déclaré au New York Times qu'il avait participé à ce qu'il pensait être un enlèvement, et non un assassinat, parce qu'on lui avait dit, qu'il avait l'approbation des États-Unis. « *Si le gouvernement américain était impliqué, alors c'était sûr* », a déclaré Jaar, bien que le Times ait soutenu qu '« aucune preuve n'a émergé » quant à l'implication du gouvernement américain.

Comme l'a rapporté The Intercept en juillet, les mercenaires colombiens qui ont perpétré le coup ont été embauchés par une entreprise basée en Floride. Au moins sept d'entre eux avaient reçu une formation par l'armée américaine.

LORS DE L'AUDIENCE DE MARS, après avoir déclaré qu'il y avait plusieurs candidats de qualité pour le poste de Premier ministre qui pourraient prendre le pouvoir après que le président aurait été "mis de côté", White a suggéré que la prochaine étape serait de recréer le conseil électoral du pays, ou CEP, avec suffisamment de légitimité pour stabiliser le gouvernement. Le CEP supervise les élections depuis le coup d'État soutenu par les États-Unis en 2004 qui avait évincé Jean Bertrand Aristide, un partisan de gauche de la théologie de la libération qui est devenu le premier président démocratiquement élu d'Haïti en 1991. (Après qu'un autre coup d'État l'ait renversé plus tard cette année-là, Aristide est revenu deux fois à la présidence, de 1994-96 et 2001-04.)

« *Ensuite, nous avons ce sommet auquel nous assistons, nous sortons l'ancien CEP, nous avons un sommet où les acteurs reviennent à la table et nous discutons de la façon dont nous pouvons obtenir la bonne représentation et l'informer d'avoir un CEP crédible, je veux dire que c'est une solution que je peux voir se produire dans un avenir très proche* », a déclaré White.

White a déclaré à The Intercept que la situation en Haïti était devenue incontrôlable, mais qu'elle n'était pas impliquée. « *Toute cette saga est tout simplement incroyable. Vous avez plus qu'assez de personnages néfastes sur lesquels enquêter. Je ne suis pas l'un d'entre eux* », a-t-elle déclaré.

« *Le problème avec les gouvernements de transition* », a déclaré White lors de l'audience, « *c'est que nous sommes à nouveau dans ce pétrin et que cela ralentit tout ici. … J'ai écrit un article, ou j'ai fait partie d'un article dans le New Yorker, il y a quelques années, où j'ai dit que je pense que c'est exactement ce dont nous avons besoin. Mais je pense qu'en ce moment, nous pourrions utiliser l'option du premier ministre* ».

White avait répondu à une question de Deutch, qui soutenait qu'aucune élection ne pouvait être considérée comme légitime si elle était supervisée par Moïse. Paradoxalement, il a suggéré que le président devrait être destitué pour défendre la démocratie. Deutch a exprimé que toute élection ou référendum supervisé par l'administration Moïse serait automatiquement considéré par le peuple haïtien comme illégitime. Nous avons vu sur le terrain, j'ai entendu de première main, des groupes de défense des droits de l'homme et des chefs de l'opposition affirmer que le mandat de Moïse est terminé le 7 février et qu'un gouvernement intérimaire est nécessaire pour organiser des élections maintenant. La question que j'ai pour vous, ambassadeur White, est la suivante : si le conseil électoral provisoire ne peut pas répondre à la norme de liberté, d'équité et de crédibilité, mais que le président actuel ne démissionne pas, comment le Congrès, l'administration Biden et la communauté internationale la communauté peut-elle jouer un rôle responsable en s'assurant que toute élection tenue est crédible et légitime, puis en facilitant l'acceptation publique des résultats et en servant de médiateur entre l'administration Moïse et l'opposition ?

La réponse de White à Deutch était la deuxième fois dans son témoignage qu'elle suggérait que Moïse soit «mis de côté», ce qui renforce l'idée qu'elle parlait de la façon dont la politique haïtienne pourrait se dérouler en son absence, pas nécessairement que créer violemment son absence devrait être un objectif. « *Il m'est difficile d'imaginer avoir des élections réussies cette année en Haïti. Laissant de côté pour le moment la question de savoir si le président Moïse aurait dû partir en février, ou devrait-il partir en février prochain, je ne connais pas la réponse, mais je ne crois pas qu'actuellement les institutions nécessaires soient en place pour assurer une transition en douceur. Le [gouvernement des Etats Unis], l'OEA et l'ONU ont tous déclaré que le mandat de Moïse se termine en 2022, mais plusieurs experts constitutionnels haïtiens ainsi que les cliniques des facultés de droit de Harvard, Yale et NYU ne sont pas d'accord* », a-t-elle témoigné.



Pamela White et Michel Martelly

« *Voici quelques suggestions rapides* », a-t-elle déclaré. « Si le président Moïse ne démissionne pas, il devrait se retirer. Il doit être complètement transparent et honnête. Il doit amener les acteurs pertinents autour de la table. Un Haïtien respecté devrait être nommé premier ministre. Il ou elle devrait immédiatement dissoudre le CEP actuel et convoquer un sommet avec tous les acteurs politiques concernés pour établir un CEP légal.

À LA MI-SEPTEMBRE, le procureur haïtien a révélé les allégations concernant le rôle d'Henry dans l'assassinat. Henry a exhorté le patron du procureur à le renvoyer; quand il a refusé, Henry les a renvoyés tous les deux. Moins de deux semaines plus tard, alors que les États-Unis soutenaient Henry, Daniel Foote, l'envoyé américain en Haïti, a démissionné en signe de protestation, citant en partie la volonté américaine de soutenir Henry. Fin septembre, Henry dissout consciencieusement le CEP.

Dans l'interview d'octobre 2019 du New Yorker à laquelle White a fait référence au Congrès, elle a exprimé des sentiments similaires. "La solution occidentale consistant à organiser immédiatement des élections dans des pays contrôlés depuis des décennies par des dictateurs et des milices impitoyables n'a jamais fonctionné et ne fonctionnera jamais", a déclaré White. « Nous avons besoin d'une réflexion créative sur la façon dont un pays avec un faible niveau d'éducation et des niveaux de pauvreté élevés peut fonctionner afin de fournir des services de base à ses citoyens. Les élections sont si corrompues et les candidats si inexpérimentés qu'elles ne peuvent pas être considérées comme une bonne solution. Dans le meilleur des mondes, un conseil d'Haïtiens bien éduqués et expérimentés formerait un gouvernement de coalition - il comprendrait des représentants des entreprises et de la société civile - avec des conseillers occidentaux de haut niveau. Elle a ajouté: «Un plan de développement réaliste serait détaillé afin que tous les citoyens puissent le voir, avec un budget réaliste, pas de grands bâtiments fantaisistes, pas de voitures fantaisistes ou de budgets de voyage lucratifs. Une forte présence policière serait également d'une grande aide, surtout si elle était formée pour rendre de réels services à la population, et pas seulement la sécurité. Mais si quelqu'un pense qu'une autre élection va résoudre tous les malheurs d'Haïti, il se trompe malheureusement.

Pour ses commentaires lors de l'audience de mars, White a déclaré à The Intercept qu'elle ne parlait que pour elle-même, un point qu'elle a également souligné lors de l'audience. "Rien de ce que j'ai dit n'a quoi que ce soit à voir avec la politique américaine. Je ne parle certainement pas au nom de l'administration Biden », a-t-elle déclaré. « Personnellement, je souhaite qu'en ce moment nous (USG) » – le gouvernement américain – « ayons le courage de mettre Henri de côté. Il n'est pas digne de confiance.



Laurent Lamothe et Pamela White

The Intercept 13 janvier 2022

Le Sénat échappé des gongs !



Joseph Lambert

Par Catherine Charlemagne

La transition politique qui date de 1986 en Haïti est un long fleuve tranquille. Tout le monde prend son temps. Chaque acteur s'attelle à son rythme à poursuivre l'œuvre de sa vie qui consiste à mettre en place un gouvernement définitif. C'est comme l'Académie française qui n'a toujours pas terminé le dictionnaire de la langue française que les immortels ont entamé pratiquement depuis sa création par Richelieu aux alentours des années 1600 (1634-1635). Pourtant, la vie de l'institution, de cette société savante, continue contre vents et marées. Pareil pour les organisations politiques et de la Société civile haïtienne, bon An mal An, quelle que soit la tendance politique qui est au pouvoir, personne ne s'inquiète de la lenteur et de la longévité de cette transition et de l'avancée des travaux. Les protagonistes n'ont qu'un but, un seul, jouir le plus longtemps possible de ce processus qui, au fil du temps, est devenu une institution. Les acteurs sont devenus des sédentaires au sein de la transition.

Ils y prennent goût. Alors, pas question de se hâter d'en sortir. Tout comme les académiciens du Quai Conti qui travaillent eux pour une bonne cause puisqu'ils œuvrent à la finesse et à la clarté d'une langue parlée par des millions d'habitants sur la planète, les acteurs politiques haïtiens et de la Société civile s'inventent eux des stratagèmes et des subterfuges pour se maintenir à la place où ils sont. Hors de question de faire évoluer la transition au risque de tout perdre. Surtout que pour certains, ce processus est une aubaine leur permettant de mener grand train de vie alors même que leur comportement et leurs agissements rendent le pays insolvable depuis plus de 35 ans. Qu'importe, l'essentiel c'est qu'ils ont la voix au chapitre. Ce sont eux qui imposent le rythme, le tempo. De la mauvaise gouvernance au « pays lock », ils sont partout. Et pour cause. Ils sont interchangeables.

Ils se relèvent et se passent à tour de rôle tantôt des responsabilités publiques (pouvoir) tantôt de la mobilisation populaire (opposition) en paralysant le système. Les acteurs politiques et les membres de la Société civile de ce pays sont les deux têtes d'une Chimère, cet animal mythologique mi chèvre mi lion qui dévorait ou détruisait tout autour de lui. Il n'y a pas d'autre comparatif pour évaluer ceux qui prétendent chercher des solutions à la crise politique trentenaire et à consolider la démocratie en Haïti depuis la promulgation de la Constitution de 1987. Plus de trois décennies plus tard, nous sommes en mesure de demander : qu'ont-ils fait pour sortir le pays de cette spirale d'étranglement ? Qu'ont-ils fait pour la jeunesse de ce pays qui, comme tous les jeunes du monde entier, ne rêvent que de liberté, de savoir, de connaissance et d'une vie décente ? Nous en sommes au point de départ. Pire, nous compilons les mêmes rhétoriques et employons les mêmes armes d'il y a trente ans. Le feuilleton, la semaine dernière, sur la fin du mandat des dix derniers sénateurs en a été l'exemple le plus parfait, le plus éloquent de cette mentalité, voire de cette culture du pire.

Le plus surprenant est que même des personnes qu'on n'aurait jamais soupçonnées faire partie de ce qui est devenu une sorte de compétition dans la marche à reculons ont été, à l'étonnement de plus d'un, les chantres de cette politique sans lendemain. Alors même qu'on parle de « Transition de rupture », une métaphore qui laisse penser qu'enfin les acteurs ont pris conscience du mal qu'ils ont fait à ce pays, à ce peuple et décident pour de bon de sortir de la transition. Au contraire, certains se sont acharnés à aggraver davantage une crise politique qui, de jour en jour, apporte son lot de surprises. Cette polémique sur le départ ou pas le 10 janvier 2022 des dix sénateurs rescapés du dysfonctionnement de l'institution parlementaire depuis le 11 janvier 2020 n'aurait jamais dû l'être dans cette conjoncture en Haïti où la quasi-totalité, sinon, aucun des dirigeants des trois pouvoirs n'est légitime ou constitutionnel.

Dans tout autre pays au monde, longtemps il y aurait eu une guerre civile où des fractions chercheraient à prendre le pouvoir par la force dans la mesure où il n'y a aucun membre du pouvoir exécutif qui soit en poste ou en fonction par un consensus résultant d'un Accord politique. Le Premier ministre a.i, Ariel Henry, n'occupe la Primature que par simple lâcheté de son prédécesseur Claude Joseph qui ne peut expliquer à personne au nom de qui ou de quoi et surtout pourquoi il a accepté de passer la totalité des pouvoirs à quelqu'un qui n'était pas dans la hiérarchie du pouvoir. Cela restera un grand mystère. Car, à partir du jour de l'assassinat du Président Jovenel Moïse, il faut bien l'admettre, personne ne peut faire valoir quoi que ce soit sur le plan constitutionnel, encore moins sa qualité à diriger, sauf peut-être, et c'est là que le bât blesse, celui qui était officiellement Président du Sénat de la République au moment des faits, Joseph Lambert. Or, en dépit du bon sens et de la logique politique, les faiseurs de « roi » en Haïti ont décidé de procéder autrement.

Heureusement, le peuple haïtien, comme on l'a toujours dit, est l'un des peuples les plus pacifiques de la planète. Personne n'a levé le petit doigt pour contrecarrer la décision et l'arrogance des diplomates du Core Group. Aucun Etat du continent africain, de l'Amérique latine voire de l'Asie, n'aurait accepté ce comportement paternaliste, colonialiste et impérialiste de cette association d'ambassadeurs à Port-au-Prince. Il n'y a qu'en Haïti, depuis la fin de la dictature des Duvalier, où l'on puisse voir ce genre d'ingérence flagrante, ce fait accompli que du reste tous les responsables politiques ont accepté. Joseph Lambert qui se présente régulièrement comme l'animal politique par excellence n'est, finalement, en dépit de ses calculs politiques à ce moment-là, qu'une brebis qui se laisse sacrifier sur l'autel de la transition sans dire un mot. Or, après la défaite de Claude Joseph sans combattre, en tant que Président du Sénat, malgré le dysfonctionnement caractérisé du Parlement, mais compte tenu de son onction électorale et de son titre de chef du pouvoir législatif même amputé, Joseph Lambert aurait pu et avait le devoir de tenir tête au Core Group en engageant un bras de fer avec la Communauté internationale pour revendiquer de manière officielle, sans tenir compte de la Constitution qui est d'ailleurs jusqu'à maintenant hors-jeu ou en veilleuse, de devenir Président provisoire de la République en place du chef de l'Etat assassiné.

Car, personne ne fera croire à la population, à des gens qui ont un minimum de compréhension des choses publiques que tout se passe aujourd'hui en Haïti en fonction de la Constitution. Ce serait une aberration de croire à cette approche et de le dire. Il n'y a aucune autorité légitime ni légale en Haïti depuis le 7 juillet 2021. La docilité et la capitulation du sénateur Joseph Lambert devant le Core Group après le magnicide de juillet 2021 a failli lui coûter non seulement son poste de sénateur mais a donné au pays Ariel Henry, un héritier de la 25e heure, un pouvoir que seul un pays comme Haïti peut offrir à un acteur venu de nulle part pour n'avoir été à aucun moment celui-là qui faisait partie ni de la solution à la crise durant la présidence de Jovenel Moïse ni de la transition qui était en discussion avant le meurtre.

Depuis, Ariel Henry, chef du pouvoir exécutif par forfait ou faute de combattant, a entrepris, sous la pression de ses nouveaux et anciens amis politiques, à faire le ménage tout en plaçant à des postes clés ses partisans et les amis de ceux qui reconnaissent son autorité. Dans ce grand nettoyage purement politique, Joseph Lambert et ses 9 camarades du Sénat dont le mandat court jusqu'en 2023 ont failli être les victimes de la vindicte de certains leaders de l'ex-opposition dont le souci n'est point de trouver une entente pour sortir de la crise ensuite de la transition mais de marquer leur territoire et de prendre une revanche ridicule et inutile dont on cherche encore les raisons. Comprenant que la Primature et ceux qui détiennent par procuration le pouvoir exécutif veulent pour des raisons sauver leur peau, les dix sénateurs, sous l'impulsion d'un Joseph Lambert devenu soudain combatif, sont montés au créneau pour défendre bec et ongles le dernier pré-carré constitutionnel du pays qu'ils représentent : le Sénat de la République.

D'après certains, le mandat de ces dix sénateurs arrive à expiration cette année ou, par le fait qu'ils avaient cautionné le départ du 2e tiers du sénat en 2020, ils doivent être aussi victimes du coup de force du pouvoir en place. Tandis que pour d'autres et les premiers concernés en particulier, leur mandat se termine en réalité le 2e lundi de janvier 2023, soit six ans après leur élection de 2017. Dans un premier temps, le Premier ministre a.i était prêt à obéir aux conseils de ses alliés politiques surtout les plus radicaux. Et, comme toujours depuis 35 ans, un bras de fer était entamé entre les deux parties : la Primature et le Sénat sur cette question. Finalement, Ariel Henry qui a compris que ce ne serait pas forcément bénéfique pour lui d'ouvrir une autre crise, dans ce contexte où même son poste dans le cadre de cette transition n'est pas encore bien défini, a préféré faire machine arrière en choisissant de ne rien décider, c'est-à-dire en ne prenant aucune décision sur le dossier.

Il faut dire aussi que les dix sénateurs, à l'exception de leur Président Joseph Lambert, n'ont jamais fait parler d'eux depuis l'année 2020 et même après la mort du chef de l'Etat. Flairant le danger, tout à coup, ils s'étaient rendus compte qu'ils allaient être la proie d'un gouvernement qui n'est pas plus légitime qu'eux. Durant cette semaine de polémiques et de débats sur leur mandat, Joseph Lambert s'est donné un mal fou pour réveiller ses collègues de leur hibernation en les poussant à se présenter devant la presse pour défendre leur mandat, en mettant la pression sur Ariel Henry qui, au dernier moment, a su résister aux sirènes revanchardes des extrémistes qui l'accompagnent dans la poursuite de cette transition sans lendemain.

Ainsi, le lundi 10 janvier 2022, dans une déclaration à la nation faite depuis le siège du Sénat au Bicentenaire, Joseph Lambert, en tant que Président de l'institution parlementaire, avait pris la parole devant 7 sénateurs présents pour faire savoir que le Sénat doit rester le dernier rempart contre la dictature et que lui et ses collègues comptent garder leur mandat obtenu de leurs électeurs, suite aux scrutins de 2017, jusqu'au deuxième lundi de janvier 2023. Enfin, le mardi 11 janvier 2022, il a été réélu pour un nouveau mandat en compagnie du sénateur Kedlaire Augustin comme vice-Président et Ralph Féthière comme Questeur ou trésorier du Sénat de la République. Une manœuvre qui a sauvé de justesse les 9 sénateurs du couperet de l'homme qui en sait peut-être trop sur l'assassinat du Président Jovenel Moïse compte tenu des révélations de certains présumés complices arrêtés ces derniers jours à l'étranger. Ainsi débute un nouvel épisode dans ce long feuilleton qu'est cette transition à laquelle la population commence à assister malgré elle sans aucun espoir de voir la fin de la série.



Les dix sénateurs, siégeant au Sénat n'ont jamais fait parler d'eux, depuis l'année 2020, à l'exception de leur Président Joseph Lambert

C.C

As U.S. Takes Command of Assassination Prosecution: Former Haitian Senator John Joël Joseph Arrested in Jamaica



Former senator John Joël Joseph after his arrest in Jamaica. He is considered to be a central figure in the Jovenel Moïse murder case.

by Kim Ives

After months as a fugitive, John Joël Joseph, a former senator of the Lavalas Family Political Organization for Haiti's West Department, was arrested this past weekend in Jamaica on charges of illegally entering the country and being a conspirator in the Jul. 7, 2021 assassination of Haitian President Jovenel Moïse.

According to the *Jamaica Observer,* Joseph paid US$12,000 to hire a boat to flee Haiti to Jamaica with his wife and two children in December. Since then, they had been living in the small rural hamlet of Warminster, St. Elizabeth, about 72 miles west of Kingston.

Joseph had been paying off local residents to assist in keeping his identity and presence in town a secret, according to the *Observer*, and even offered the Jamaican cops who came to arrest him at 2 a.m. on Sat., Jan. 15 a $2 million bribe to let him escape.

"The police are following other lines of enquiries, as it is believed that Joseph, who has collected large sums of cash since he has been on the island, is being supported by well-connected individuals who bankrolled the president's assassination," the *Observer* reported.

Following the money is of course the best way to trace who funded and masterminded the murder of Jovenel Moïse. In this respect, the Jan. 7 arrest of Haitian importer Rodolphe Jaar in the Dominican Republic is particularly important because he was the main fundraiser for the operation, a well-placed anonymous source told *Haïti Liberté.*

Meanwhile, on Jan. 13, the U.S. Senate unanimously voted to join the House of Representatives in ordering the U.S. State Department to issue a report within 180 days that would provide a "detailed description" of the circumstances surrounding Moise's killing, *Yahoo News* reported. In July, FBI agents were deployed to help investigate the murder, and four continue to assist Haitian police. To date, the agency has made public no findings.

Both Jaar and Mario Antonio Palacios Palacios, one of the 26 Colombian mercenaries who assaulted Moïse's residence and killed him, are in U.S. custody in Miami. Palacios has been "charged with conspiracy to commit murder or kidnapping outside the United States and providing material support resulting in death, knowing or intending that such material support would be used to prepare for or carry out the conspiracy to kill or kidnap," according to the U.S. Justice Department. It is expected that Joseph will be extradited to the U.S. and, along with Jaar, similarly indicted.



Lawyer Newton Saint-Juste: "I fear that we will not get to the whole truth if the U.S. takes this matter out of Haitian hands."

In essence, the U.S. has begun to take over the prosecution of the suspects in Jovenel Moïse's assassination, a development that alarms some Haitian lawyers like Newton Saint-Juste.

The prominent human rights attorney suspects that several narco-traffickers from Haiti's bourgeoisie organized and funded the assassination and that some U.S. government agencies may have had some involvement as well.

"The U.S. may seek to create a diversion to cloak their possible role in or foreknowledge of the murder plot," Saint-Juste told *Haïti Liberté*.

In a Jan. 17 press conference, Saint-Juste pointed to some $700,000 which is known, through tax documents and legal proceedings, to have been paid from Haiti to the Florida-based company, CTU, which hired the Colombian mercenaries.

"That money needs to be traced and may be the tip of the iceberg," Saint-Juste told *Haiti Liberté*. CTU's owner "Antonio Intriago visited Haiti and may have taken back even more money in cash," he continued. "All of this needs to be investigated."

Saint-Juste represented former President Jean Bertrand Aristide in 2012 and has been deeply involved in the fight against corruption, particularly tracking the monies squandered or embezzled from the PetroCaribe Fund, a $1.7 billion loan account established by Venezuela in 2008. In 2019, he was hired by the Moïse administration to pursue private Haitian power companies SOGENER, E-Power, and HAYTRAC for what the government contended were $123 million in overbilling, theft, and back debts owed it.

Saint-Juste also expects that Joseph will be sent to Miami for trial. "I just want to find out what really happened, but I fear that we will not get to the whole truth if the U.S. takes this matter out of Haitian hands."

INTIFADA À GAZA : CE N'EST PAS U



Ce n'est pas une révolte. C'est une guerre qui se poursuit 24 heures sur 24

Par Makram Khoury-Machool*

En tant que professionnel de l'information dans les années 1980 et 1990, le Dr Makram Khoury-Machool a été le journaliste qui a annoncé le déclenchement de l'Intifada en décembre 1987. Il a reçu une balle en plein visage et son reportage est devenu un événement médiatique.

Un long film, dont nous ne voyons pas encore la fin, a commencé par une longue attente à l'arrêt de taxi de Gaza à Jaffa. Il n'y a pas eu un seul taxi pendant une heure. Puis, est arrivé un taxi dont le chauffeur Gazaoui, qui s'était retrouvé coincé avec son taxi à Jaffa, m'a pris en hésitant.

Tout au long du chemin, il a continué à exprimer ses doutes : « *Je ne sais pas si c'est une bonne idée de retourner à Gaza aujourd'hui. Nous savons tous que si le service arabe de la radio 'Israël' dit que la situation est calme, c'est que le contraire est vrai.* »

Il était un peu plus de 9h30, lorsque je suis descendu du taxi à Bayt Hanun. J'avais rendez-vous une heure plus tard avec le leader au centre de la ville de Gaza.

Il n'y avait personne dans la rue. Au bout de quelques minutes, j'ai vu trois jeeps de l'armée sur le côté de la route, et non loin d'elles, plus de dix soldats, qui ont ouvert le feu sur l'une des routes secondaires. Je me suis mis à marcher vers le sud, en direction de Gaza, j'ai dépassé les soldats, et je me suis soudain retrouvé dans un *no man's land*. Des centaines de manifestants s'avançaient vers moi, en lançant des cocktails Molotov, des pierres et des bâtons.

Derrière moi les soldats israéliens tiraient sur les manifestants. Ils visaient leur ventre, tout droit devant eux. J'entendais les balles siffler autour de moi. Je me demandais comment échapper aux balles quand je me suis rendu compte que j'étais couvert de sang. Je n'avais ressenti ni choc, ni douleur. C'était comme si on m'avait versé une bouteille de sang sur la tête.

J'ai sorti un kuffiyyah rouge et blanc de mon sac et je me suis bandé la tête avec. Je me suis mis au bord de la route, à l'écart des tirs. Un taxi qui passait m'a pris en charge et m'a emmené à l'hôpital Shifa à Gaza. J'ai entendu des rafales de tirs pendant tout le trajet.

À l'entrée de l'hôpital, une trentaine de médecins en blouse blanche attendaient les blessés. J'étais le premier. Ils m'ont emmené dans la salle d'opération, et dix médecins, dont des chirurgiens, ont commencé à me soigner.

L'un d'eux a pris ma tension artérielle, un deuxième ma température ; un troisième a vérifié mon estomac ; un autre m'a relié à un appareil ECG. J'étais blessé au visage, à côté du nez. Pendant qu'ils me recousaient sous anesthésie locale, un garçon d'environ 17 ans a été amené à l'hôpital. Il avait été abattu par des soldats à Bayt Hanun. Depuis la table d'opération, j'ai vu dans le miroir le canon d'un pistolet qui s'agitait nerveusement sur le rebord de la fenêtre.

La deuxième victime est morte sur la table d'opération, juste à côté de moi. J'ai quitté la salle d'opération et je me suis retrouvé dans la cour de l'hôpital. Sept soldats se tenaient sur le côté et arrêtaient tous les jeunes qui venaient s'enquérir de l'état de leurs camarades blessés. Je décidai néanmoins d'aller à mon rendez-vous. Là, un homme m'a conduit au chef.

La condition était que je ne sache ni son nom ni aucun détail permettant de l'identifier, comme son lieu de résidence, son lieu de travail et ses études. Plus tard, je l'ai vu en action, donnant des ordres, recevant des rapports, dirigeant des milliers de personnes contre l'armée. Par deux fois, j'ai vu des soldats de Tsahal faire retraite.

Il parle un arabe littéraire parfait et aussi un bon hébreu. Son discours est ouvert et décisif, émaillé de chiffres et de données. Toutes les demi-heures, il reçoit de ses collaborateurs des informations actualisées sur ce qui se passe dans la bande de Gaza. Autour de lui, j'ai vu cinq personnes qui l'alimentaient en nouvelles. Pendant la journée, je l'ai accompagné dans différents endroits de Gaza et dans les camps de réfugiés de Jabalya nad Shati'. Il se tenait droit, ferme, presque immobile. Partout il attirait les gens comme par un aimant. Je discutais avec lui tout en marchant le long des chemins et des allées entre les maisons.

Les Gazaouis qui me voyaient à ses côtés me demandaient ce que je faisais là. Ils ont l'habitude que les journalistes, internationaux comme israéliens, s'installent au quartier général militaire ou alors se déplacent entourés de 20 jeeps, prennent quelques photos et s'en aillent.

Le chef m'a confié : "*Nous avons dit à tous nos gens de ne pas croire les panneaux 'Presse étrangère', car les colons, l'armée et les occupants s'en servent pour se faire prendre en voiture et entrer dans la bande de Gaza*". Cependant, a-t-il ajouté, "*les journalistes juifs progressistes sont les personnes les plus intelligentes et les mieux intentionnées d'Israël*."

Le bandage sur ma tête l'a sans doute rendu moins soupçonneux à mon égard. Pour autant que je puisse en juger, il m'a parlé franchement et avec beaucoup d'honnêteté : « *Ce ne sont pas vraiment des manifestations et ce n'est pas une révolte. C'est une guerre qui se poursuit 24 heures sur 24. Nous travaillons à tour de rôle. Nous avons demandé aux jeunes de se mettre devant, face au feu, et ils n'hésitent pas à le faire. Ils bloquent la route la plus importante pour l'armée. C'est la première fois dans l'histoire que cela se produit. Je parcours toute la bande et je vais dans les camps pour parler aux gens. Il n'y a pas que les écoliers qui manifestent. Tout le monde participe maintenant, de zéro à cent ans. Voici une femme de 55 ans qui a participé aux événements et qui a été frappée avec une matraque par les soldats. Les femmes n'ont pas peur. Quatre-vingt-dix pour cent des habitants de Gaza appartiennent à des groupes politiques. Ils n'ont pas besoin d'instructions de qui que ce soit. Les gens qui vivent sous l'occupation et l'oppression n'ont pas besoin d'être poussés à la révolte.* »



Des Palestiniens participent à une manifestation anti-israélienne dans la ville de Rafah, dans le sud de la bande de Gaza

Comment organisez-vous les manifestations maintenant ?

"Autrefois, c'était les jeunes qui démarraient les manifestations. Maintenant, tout le monde est dans la rue à 3 heures du matin. Pas dix ou vingt personnes, mais des centaines. Nous ne l'avons pas programmé, mais c'est devenu une habitude, des vagues de personnes sortent, à 3 heures du matin, à midi, en début de soirée. Du soir jusqu'à 3 heures du matin, nous dormons et nous organisons. Parfois, si la situation l'exige, nous sortons même à 22 heures, car pendant la nuit, l'armée ne contrôle pas efficacement les rues car elle ne connaît pas la topographie locale, c'est donc nous qui contrôlons. Par exemple, hier, dans le camp de réfugiés de Jabalya, il y a eu des manifestations toute la nuit et il n'y avait pas un seul soldat, alors qu'il y avait un couvre-feu. Les soldats ont tout simplement fui, car des milliers de personnes formaient une sorte de mur humain mobile, et rien ne peut fonctionner contre une chose pareille, ni une main de fer ni des balles."

Vous n'avez pas peur ?

"C'est interdit. Il est tout simplement interdit d'avoir peur de quoi que ce soit. Les autorités d'occupation croyaient qu'en ne nous rendant le corps de nos morts que le soir et en nous obligeant à l'enterrer pendant la nuit, il n'y aurait pas de perturbation. Mais nous avons trouvé la solution. Nous enlevons le corps de l'hôpital et nous l'enterrons dans une sorte de manifestation spontanée. Nous avons interdit aux médecins de remettre les corps aux autorités militaires, et de toute façon, les médecins ne contrôlent pas la situation, car nous n'avons aucune difficulté à enlever les corps. Par exemple, ces derniers jours, nous avons enlevé quatre corps et organisé des funérailles nocturnes qui se sont transformées en manifestations. Alors toute la région, comme Khan Yunis hier, est sortie dans les rues. Pas une seule personne n'est restée chez elle. Trente-cinq mille personnes ont participé à ces funérailles au cours desquelles nous avons blessé sept soldats. Hier, j'ai fait plusieurs voyages, de Khan Yunis à Rafah et de Rafah à al-Burayj. Ils étaient des dizaines de milliers, et jusqu'à 3 heures du matin, l'armée n'a pas pu entrer. Il n'y avait que cinquante mètres entre les sentinelles de Gaza et l'armée, et l'armée n'osait tout simplement pas entrer."

Sur une route secondaire, quelqu'un s'est approché de lui et lui a dit qu'un garçon de 17 ans avait été assassiné à Bayt Hanun. C'était le garçon qui était mort sur la table d'opération à côté de moi. On lui apportait sans cesse de nouvelles informations, comment le jeune avait été frappé, si c'était avec un bâton ou autre chose, sur quelle partie du corps, et où cela s'était produit.

Il m'a expliqué que la distribution de tracts de toute organisation était interdite, mais que s'il le voulait, il pouvait organiser la distribution de tracts tous les jours, sans problème [sic]. "Nous savons repérer leurs informateurs. Nous sentons leur présence, surtout le matin. L'armée cherche nos meneurs, mais elle n'en trouvera pas. Quand il y a un mot d'ordre, et que tout le monde sort dans la rue spontanément. Il n'y a pas de meneurs identifiables".

Lorsque je l'ai interrogé sur le rôle du chef dans la direction des masses, il s'est montré modeste. "Non, je ne suis pas exactement un leader. Plutôt un donneur d'ordre." Mais les heures que j'ai passées en sa présence ont montré que ses ordres sont exécutés avec une obéissance quasi religieuse.

Voici comment il voit les choses. "Sur les 650 000 habitants de la bande de Gaza, les autorités d'occupation en ont arrêté 47 000 jusqu'à présent. Chacun d'entre eux est devenu un leader là où il vit. L'arrestation crée un leader. La lutte politise des gens, et ils aiment cela parce qu'ils en ont besoin. Il faut être idiot pour penser que des forces extérieures contrôlent tout ce qui se passe à la base. Les gens appartiennent à toutes sortes d'organisations, qui sont comme des partis politiques de l'État naissant. Même ceux qui n'appartiennent à aucun groupe s'identifient à la lutte dans sa globalité."

Au fil des ans, une sorte de haine tranquille s'est développée parmi les habitants de la bande de Gaza à l'égard de leurs compatriotes de Cisjordanie. Ils se sentent négligés, voire oubliés. Les journalistes qui rendent compte des événements dans les Territoires occupés partent généralement de Jérusalem occupée. Ils vont souvent jusqu'à Ramallah ou Bethléem, mais se rendent rarement à Gaza.

La Cisjordanie est donc généralement couverte par la presse, alors même que des événements bien plus importants se déroulant à Gaza sont ignorés par les médias. La loyauté envers ce que l'on appelle "l'unité des rangs palestiniens" empêche les habitants de Gaza d'exprimer leur frustration, mais nombre d'entre eux ont le sentiment que la direction nationale en Cisjordanie les regarde de haut, comme les habitants d'une capitale considèrent habituellement ceux d'une province lointaine.



Un Palestinien utilise une fronde pour lancer des pierres sur les troupes israéliennes lors des affrontements à Bethléem

Voilà ce que le chef, a bien voulu me dire à ce propos : « *Les Gazaouis, s'ils décident de faire quelque chose, le font jusqu'au bout. La Cisjordanie est presque un paradis comparée à la bande de Gaza. Même une chose aussi simple qu'un passeport est refusée aux Gazaouis. La plupart d'entre eux n'ont qu'une carte de réfugié* ».

C'est peut-être la raison pour laquelle la bande de Gaza s'est toujours distinguée par l'indépendance de ses actions. À la fin des années 1960, les groupes clandestins se sont organisés sous l'égide de l'une des organisations palestiniennes, mais même lorsque le contact était établi avec la direction extérieure, il était difficile de le maintenir. Les décisions relatives aux activités étaient prises dans la bande de Gaza, et les résidents se procuraient généralement eux-mêmes les armes et le matériel de sabotage. Ces dernières années, il a été décidé de maintenir une séparation stricte entre les groupes armés et les militants considérés comme "politiques". Aucun coup de feu n'a jamais été tiré sur l'armée par les manifestants, ce qui aurait été susceptible de provoquer un bain de sang. Les chefs locaux sont responsables de cette discipline.



"Pour comprendre la signification de l'Intifada et sa pertinence actuelle, il faut la considérer comme un événement politique permanent qui produit constamment de nouvelles significations, plutôt que comme un événement historique peu pertinent eu égard aux réalités d'aujourd'hui." – Ramzy Baroud – Photo : Archives



Décembre 1987 voit éclater la Première Intifada (soulèvement) des Palestiniens

« Chaque quartier a son propre chef (mukhtar), qui est généralement une personnalité importante. Du fait de sa conscience politique, de son charisme, et de la situation, il n'aura pas besoin de convaincre quiconque, il lui suffira de donner le signal. Chacun de ces leaders est déjà devenu un symbole. Dans un grand quartier, il y a deux ou trois leaders. Les détenus sont généralement des personnes politiques, qui appartiennent à un courant idéologique et pas nécessairement à une organisation particulière. Le leader crée autour de lui une masse organisée qui, à tout moment, peut aller faire ce qui est nécessaire. En fait, c'est l'armée notre cible. Nous ne manifestons pas quand elle n'est pas là. C'est elle que nous voulons affronter, par tous les moyens possibles. »

Évoquant l'efficacité de l'organisation, il a déclaré : "Hier, cinq cents femmes se sont rendues à Bayt Hanun, et elles n'ont été informées du déplacement que cinq minutes avant leur départ. Toutes les couches de la population sont en fait mobilisées comme dans une opération militaire. Nous sommes capables de bloquer, en quelques minutes, la principale voie de circulation menant à la sortie de la bande de Gaza lorsque nous voulons opérer à travers toute la bande, ainsi que notre courte expérience nous l'a appris. Quand l'armée dit qu'elle a ouvert la route principale, c'est un mensonge car la route est bloquée par notre peuple".

« Les mosquées ne sont pas des centres d'incitation, ce ne serait pas correct », a-t-il souligné. « *Nous utilisons seulement les haut-parleurs de la mosquée, rien de plus. Maintenant, toute la communauté est unie dans un même front. Pour l'instant, peu importe les organisations, même si l'on sait que le Front populaire est plus révolutionnaire que le Fatah. Le Front populaire et le Fatah assurent la présence de base sur le terrain, même si en termes de nombre, le Fatah est plus important.* »

Soudain, il a disparu. Je ne sais pas où. Il n'a pas dit au revoir, ni adieu. Je l'ai retrouvé environ une heure plus tard à l'hôpital Shifa, dans lequel ses forces étaient assiégées depuis cinq heures. Peu après 11 heures, je suis arrivé au bâtiment de la Croix-Rouge, dans lequel environ deux cents avocats s'étaient barricadés depuis le matin. À 11 h 45, ils ont décidé d'aller en procession silencieuse vers l'hôpital qui s'était rempli de blessés au cours des deux heures précédentes. Une étrange scène s'est alors déroulée dans les rues de Gaza : de nombreuses têtes grises, des dizaines d'hommes en costume-cravate et chaussures cirées, défilaient en silence entre les pneus fumants. Dans la cour de l'hôpital, le chef les a reçus. "Enlevez vos cravates et joignez-vous à tous les autres", leur a-t-il dit. Certains des avocats âgés étaient offusqués. Mais au bout de cinq minutes, ils jetaient tous des pierres sur les soldats qui encerclaient la zone.

Il y a une petite mosquée à côté de l'hôpital. Le chef y est entré, a placé quelques gardes à la porte, a pris le haut-parleur et a fait entrer ses hommes. La nouvelle de la mort du garçon de Bayt Hanun commençait à se répandre, et des centaines de personnes affluaient vers l'hôpital. En une heure, treize personnes sont arrivées à l'hôpital avec des blessures par balle. J'ai vu une fille qui avait reçu une balle dans les fesses, et un jeune blessé au bras – deux trous, blessures d'entrée et de sortie de la balle.

Tous les bâtiments de l'hôpital étaient déjà pleins, des milliers de personnes. Beaucoup d'entre elles étaient là pour se protéger des tirs dans les rues, dans l'idée que l'armée n'entrerait pas dans l'hôpital. Il était difficile de passer dans les couloirs. On a à nouveau entendu des tirs. Proches, très proches. Le chef a commencé à faire sortir ses hommes. Les jeunes sont sortis en premier, les adultes ensuite, et toutes les femmes derrière eux. Le chef leur a demandé de faire passer des pierres de l'arrière vers l'avant. Une chaîne s'est formée, et ils ont projeté une pluie de pierres. Après chaque lancé de pierres, le chef ordonnait : "Tout le monde, à l'intérieur !"

Les soldats se sont mis à tirer sur un jeune au deuxième étage de l'aile est. Il a sauté dans la cour pour échapper aux tirs. Quelques soldats sont entrés dans l'enceinte de l'hôpital. Le jeune a essayé de s'échapper, mais un soldat lui barrait la route. Il s'est arrêté de courir, s'est mis face au soldat, a ouvert sa chemise pour dénuder sa poitrine et a dit "Tirez !". Le soldat a pointé son arme sur lui et a tiré d'une distance de quinze mètres.

Cela s'est passé sous mes yeux, à moins de vingt mètres de moi. Le visage du soldat est gravé dans ma mémoire. De partout, on entend des cris : "Blessé ! Blessé !" La fusillade a continué. Le chef a ordonné : "Toutes les femmes, sortez et ramenez le blessé." Elles sont allées chercher le corps et l'ont couché sur un brancard. Je suis allé dans la salle d'opération. Les médecins m'ont dit que la balle avait coupé une artère principale. Dès qu'on a su que le garçon était mort, des jeunes masqués sont venus emporter le corps. Les soldats se sont retirés à environ 300 mètres, dans la rue Umar al-Makhtar.

Les jeunes ont défilé avec le corps dans une courte procession et ont disparu en quelques minutes. Quelques centaines de personnes sont arrivées avec chaque nouvelle victime et chaque nouveau corps. Ils ont commencé à faire des cocktails Molotov dans l'hôpital. J'ai vu un petit garçon prendre une bouteille sur le sol : il a sorti de sa poche un flacon de térébenthine en plastique et un chiffon, a rempli et fermé la bouteille, a allumé une allumette et l'a lancée. Des flammes ont commencé à s'élever des pneus qui avaient été roulés dans la cour. Le chef m'a dit qu'en plus des pierres et des Molotov, ils étaient revenus à une méthode ancienne : la fronde, comme David.

Les soldats, qui dans un de leurs assauts s'étaient approchés de

suite à la page(16)



Décembre 1987 – Éclatement de la Première Intifada – Photo : archives

Une leçon de Simón Bolívar : « hésiter, c'est se perdre »

Par Atilio A. Borón

Discours en souvenir du cent quatre-vingt-onzième anniversaire du passage à l'immortalité du libérateur Simón Bolívar, le 17 décembre 1830, célébré dans le parc Rivadavia de la ville autonome de Buenos Aires, au pied du monument à Simón Bolívar.

Simón Bolívar a poussé plus loin que quiconque les idéaux de l'unité de Notre Amérique, qu'il partageait avec José Gervasio Artigas *et José de San Martín**. Il est celui qui est allé le plus loin dans cette entreprise parce qu'il a organisé stratégiquement toute sa lutte pour avancer avec ténacité et cohérence vers la création de la Patria Grande. Il atteint partiellement ses objectifs avec la création de la Grande Colombie, qui a également lieu le 17 décembre 1819, intégrant cinq pays libérés du joug espagnol : la Colombie, le Panama, le Venezuela, la Bolivie et l'Équateur. Peu de temps après, il mènera à bien l'acte libérateur de San Martín, en menant à bien la libération du Pérou.

Génie militaire, grand intellectuel

Mais en plus d'être un génie militaire, Bolívar était un énorme intellectuel, un homme qui connaissait en détail les principaux auteurs des Lumières et de l'encyclopédisme français. Il pouvait citer Montesquieu aussi facilement qu'il pouvait citer Locke ou discuter des thèses des fédéralistes américains. Il a écrit des milliers de pages au cours de sa courte vie : 92 proclamations et 2 632 lettres ainsi que d'innombrables discours et pamphlets. L'exceptionnelle empreinte intellectuelle que Simón Rodríguez *** a laissée sur lui a été indélébile tout au long des 47 années de sa vie.

Ennemi des fantaisies et des discours faciles, Bolívar a conçu une formule concrète pour réaliser l'unité des peuples et des nations de Notre Amérique : une Confédération d'États du continent. Il s'agissait d'une proposition sans précédent dans l'histoire du monde, puisque les tentatives précédentes d'unification des nations étaient conçues comme le produit de la conquête, de la vassalité et de l'assujettissement. L'histoire des empires depuis les empires romain et perse - les empires carolingien, ottoman, espagnol, portugais, anglais, français et néerlandais - en est la preuve. Luis Vitale rappelle à juste titre dans son ouvrage La Larga Marcha por la Unidad y la Identidad latinoamericana (La longue marche pour l'unité et l'identité latino-américaines) que même en Europe, il n'y a pas eu de tentative d'unité comme celle que Bolívar avait en tête. Celle proposée par Napoléon est fondée, comme les précédentes, sur l'expansion, la conquête et la domination des peuples.

Conscient de ces expériences douloureuses (et frustrées), Bolívar envisageait d'unir les nations et les peuples de même origine, ayant une langue, des coutumes et des traditions historiques communes, sur la base d'accords volontaires et autonomes et sans la disparition des États nationaux. Il savait, comme Simón Rodríguez le lui avait appris, que si l'Amérique espagnole était originale, ses institutions et son gouvernement devaient être originaux, et ses moyens de fonder l'un ou l'autre originaux. « Soit nous inventons, soit nous nous trompons », disait le Maestro, et Bolívar a pris bonne note de cet enseignement. Une nouvelle forme d'unité supranationale devait être inventée. Un peu plus d'un siècle plus tard, un illustre Péruvien, [le philosophe, écrivain, journaliste, socialiste et militant politique] José Carlos Mariátegui, inventera un célèbre aphorisme clairement inspiré par Rodrigues : "le socialisme au Pérou ne peut être une copie ou une réplique mais la création héroïque de son peuple". Encore une fois : inventer.



Le libérateur Simón Bolívar, signant le décret de GUERRE À MORT, le 15 juin 1813. On appelle Guerre à mort la période historique de la Guerre d'indépendance du Venezuela comprise entre 1812 et 1820

Les mensonges de l'oligarchie

La création de ce projet sans précédent d'unité latino-américaine a été accueillie avec beaucoup de suspicion par les élites oligarchiques de la région. L'historien, homme politique et président argentin Bartolomé Mitre a clairement exprimé cette réaction en 1864 lorsque, se référant au Congrès amphictyonique de Panama (convoqué en juin 1826 pour jeter les bases de l'union des pays de Notre Amérique), il a déclaré qu'il s'agissait d'un plan inventé par "Bolívar pour dominer l'Amérique". Notez la similitude entre cette affirmation infondée et celle qui, près de deux siècles plus tard, a été dirigée contre le commandant Hugo Chávez Frías lorsqu'il a relancé le projet d'unité latino-américaine, farouchement combattu par les classes dirigeantes de la région qui cherchent désespérément à satisfaire les desseins de l'empire.

Lorsque, effrayée par la féroce contre-offensive royaliste, l'élite créole vénézuélienne hésite et est prête à abandonner ses efforts d'indépendance, Bolívar, ainsi que Miranda, **Ribas** et d'autres, luttent avec succès pour relancer le processus grâce à l'activisme de la Société patriotique. Dans ce contexte, il a prononcé des paroles qui sont d'une grande actualité quand on pense à certaines situations politico-électorales latino-américaines, où des secteurs du camp progressiste et de la gauche proposent, comme au Chili aujourd'hui, l'abstention électorale même quand ce qui est en jeu est le destin de la patrie. Le 3 juillet 1811, le Libérateur a dit…

« S'unir pour se reposer, dormir dans les bras de l'apathie, hier c'était un déclin, aujourd'hui c'est une trahison. (...) Posons sans crainte la pierre angulaire de la liberté sud-américaine. Hésiter, c'est se perdre ! » Souvenons-nous de ces mots : « *Hésiter, c'est se perdre* ! ». À certains carrefours historiques, il n'y a pas de place pour l'indifférence, l'hésitation ou l'éclectisme paralysant, surtout lorsque l'empire redouble ses attaques criminelles en pleine pandémie féroce de Covid-19.

L'idéal de l'unité des peuples de Notre Amérique était une constante dans la pensée et l'action du natif de Caracas. L'année suivante, en 1812, dans le manifeste de Carthagène, il déclare : "Je suis d'avis que tant que nous ne centraliserons pas nos gouvernements américains, les ennemis obtiendront les avantages les plus complets", et l'histoire lui a donné raison. En termes contemporains, sans l'union de nos peuples et de nos gouvernements, il ne sera pas possible de neutraliser ou de repousser l'offensive américaine visant à réaliser le mandat synthétisé dans la Doctrine Monroe, en soumettant définitivement nos peuples et en s'emparant de nos terres et de nos richesses.

Bolívar, Haïti et l'esclavage

L'approche bolivarienne de l'unité n'était pas - et n'est pas aujourd'hui, dans la reformulation faite par le commandant Chávez - un simple vœu pieux, une illusion folklorique ou une brillante fantaisie, mais obéit à une définition géopolitique précise. Elle se fondait sur la solidité que donnent une tradition, une langue, une origine et des coutumes communes à une grande région de la planète. Et surtout, une communauté de destin.

Pour Bolívar, l'unité de l'Amérique latine n'était pas un caprice artificiel, mais le résultat de l'histoire de ses peuples, unis par un "pacte implicite" des nations qui avaient été soumises au colonialisme espagnol et qui avaient lutté durement pour leur autodétermination. Sans cette unité, le destin de nos pays serait leur soumission définitive au pacte colonial imposé par Washington.

La proposition du Libérateur, en revanche, était un "pacte américain", au-delà des gouvernants de l'époque et des conjonctures politiques ; c'était, et c'est toujours, la réalisation d'un projet historique stratégique à long terme, qui, deux siècles plus tard, est toujours pleinement valable et qui, bien qu'il soit encore inachevé, dévoile et irrite ceux qui n'aspirent qu'à transformer nos pays en colonies dociles de la Rome américaine. Comme le projet de construction de la Patria Grande est ancré dans les profondeurs de notre histoire, il continue d'avancer, parfois à un rythme rapide, parfois à un rythme lent. Mais il avance. Il y a des difficultés, mais il avance. La célèbre phrase de Galilée à ses inquisiteurs s'applique ici : "et pourtant elle tourne".

Le projet d'indépendance politique a pris un caractère social lorsque Bolívar a visité la première république esclavagiste indépendante d'Amérique latine et du monde : Haïti. Sur cette terre héroïque, Bolívar a compris que l'indépendance et l'unité du continent ne pouvaient être obtenues sans lutter simultanément pour la liberté des esclaves et l'émancipation des classes opprimées. Les premières défaites des libérateurs sur tout le continent sont la conséquence de la faiblesse initiale de la participation populaire et, dans de nombreux cas, du soutien apporté par les esclaves et les Indiens aux forces royalistes qui semblaient être l'ennemi de leurs oppresseurs créoles.

Alexandre Pétion, le président haïtien, offre à Bolívar une aide militaire précieuse : 250 hommes, des armes et des munitions pour 6 000 autres et une presse à imprimer, à condition qu'il mette fin à l'esclavage dans la nouvelle république. C'est pourquoi le Libérateur a déclaré que "Pétion est l'auteur de notre indépendance", soulignant qu'aucune nation européenne, et encore moins les États-Unis, n'a apporté la moindre aide à l'indépendance de l'Amérique latine. Ce triomphe a été obtenu en grande partie grâce à l'aide d'Haïti, "la République la plus démocratique du monde" selon Bolívar. Une fois sur son sol, Bolivar n'a pas oublié ses promesses à Pétion, proclamant en 1816 et 1817 la libération des esclaves dans un pays dominé par les esclavagistes.

C'est pourquoi le Comandante Chávez était indigné lorsqu'il lisait ou entendait de prétendus parallèles entre Bolívar et George Washington, Thomas Jefferson ou tout autre père fondateur des États-Unis. Aucun d'entre eux n'a libéré ses esclaves. Washington les a tenus sous sa coupe pendant 56 ans, et n'a été autorisé à le faire qu'après sa mort, comme il l'a déclaré dans son testament. Mais seule une (oui, une) des 123 qu'il possédait sur son domaine de Mount Vernon a pu profiter de la liberté. Les héritiers du premier président de l'Amérique ont violé le mandat de son testament et tous les autres sont restés en esclavage. Thomas Jefferson, propriétaire de l'une des plus grandes plantations de Virginie, avait plus de 600 esclaves sur son domaine de Monticello. Il n'en a libéré que deux pendant qu'il était le troisième président des États-Unis, cinq à sa mort et comme prévu dans son testament, et les autres sont restés en esclavage. Bolívar, en revanche, les a tous libérés.

Brillant politicien, bâtisseur d'institutions

Un dernier mot pour souligner un fait souvent oublié : Bolívar n'était pas seulement un génie militaire, comparable à Napoléon, Jules César, Hannibal ou Alexandre le Grand ; il était aussi un brillant politicien, un bâtisseur d'institutions imaginatif et en avance sur son temps. Comme Fidel, comme Chávez, Bolívar a volé plus haut, et a vu plus loin et plus profond. C'est pourquoi il a été incompris, combattu et trahi par nombre de ses contemporains, et pourquoi il a terminé ses jours alourdis par la maladie et la pauvreté à Santa Marta.

En tant qu'homme politique, il a fait preuve d'une extraordinaire lucidité en appréciant le rôle de la culture et des idéologies dans les luttes anticolonialistes de son époque, un héritage qui conserve aujourd'hui encore une pertinence péremptoire. Une phrase résume magistralement sa pensée à ce sujet, lorsque, dans son célèbre discours d'Angostura, il déclara que "le peuple américain, étant lié par le triple joug de l'ignorance, de la tyrannie et du vice, n'a pu acquérir ni la connaissance, ni le pouvoir, ni la vertu. Par la tromperie nous avons été dominés plus que par la force ; et par le vice nous avons été dégradés plus que par la superstition".

On peut en dire autant de la clairvoyance avec laquelle il a compris l'importance de la communication politique dans les luttes pour l'indépendance. Ce que, bien plus tard, le Comandante Chávez appellera "l'artillerie de la pensée". En 1818, Bolívar fonde l'hebdomadaire "Correo del Orinoco", pour lequel il avait écrit l'année précédente une lettre à son ami Fernando Peñalver, alors à Trinidad, lui disant : "Envoyez-moi une presse à imprimer d'une manière ou d'une autre, ce qui est aussi utile que l'équipement militaire". La bataille culturelle acquiert ainsi, aux yeux du Libérateur, une centralité équivalente à la confrontation armée conventionnelle.

C'est l'homme que nous commémorons aujourd'hui, le génie qui a rêvé de la Patria Grande, un projet revitalisé par le Commandant Hugo Chávez Frías et qui, même s'il est lent et trébuchant, est toujours en cours. C'est pourquoi il semble approprié de conclure avec les mots sincères de l'historien cubain Francisco Pividal lorsqu'il dit : *« c'est ainsi que Bolívar est dans le ciel de l'Amérique, vigilant et renfrogné, toujours assis sur le rocher de la création, avec l'Inca à ses côtés et le paquet de drapeaux à ses pieds. C'est ainsi qu'il est, portant encore ses bottes de campagne, parce que ce qu'il n'a pas laissé inachevé est encore inachevé aujourd'hui, parce que Bolívar a encore à faire en Amérique* ».

Le rêve bolivarien poursuit son cours, à contre-courant de l'empire et de ses laquais. Comme l'a observé l'historien argentin Horacio López, *« mettons aussi nos bottes de campagne pour achever, une fois pour toutes, la construction de la Patria Grande rêvée par Bolívar, San Martín et Artigas »*.

C'est tout. Merci beaucoup. Bolívar vit !

Notes :

***José Gervasio Artigas y Arnal**, né le 19 juin 1764 à Montevideo (Uruguay) et mort le 23 septembre 1850 à Ibiray (Paraguay), est un militaire des *Provinces-Unies du Río de la Plata* qui participa à la guerre d'indépendance de l'Argentine et de l'Uruguay. Artigas fut à l'origine d'une des premières réformes agraires aux Amériques. On décréta l'expropriation et la répartition des terres des « mauvais Européens », des Américains, « plus mauvais encore », habitant le pays, et de ceux qui avaient émigré pendant la révolution. On confisqua ces terres sans aucune indemnisation.

** **José de San Martín** est un général et homme d'État argentin. Avec Simón Bolívar, Antonio Jose de Sucre et Bernardo O'Higgins, général et chef d'État chilien considéré comme l'un des pères de la patrie chilienne, il est l'un des héros des indépendances sud-américaines.

*** **Simón Rodríguez**,, est un philosophe et éducateur vénézuélien, né à Caracas le 28 octobre 1769 et mort au Pérou le 28 février 1854. Il est connu pour avoir été le professeur et mentor de Simón Bolívar.

La Gente 20 de diciembre de 2021
Traduction Bernard Tornare

« Au-delà du Vietnam » discours de Martin Luther King Jr.



Martin Luther King prononçant son discours « Au-delà du Vietnam » à l'église Riverside de New York

A l'occasion de l'anniversaire de naissance du Dr Martin Luther King Jr. né le 15 janvier 1929. Nous publions son discours « Au-delà du Vietnam » qu'il a prononcé à l'église Riverside de New York le 4 avril 1967, un an avant son assassinat. Dans ce document, le Dr King a qualifié les États-Unis de « plus grand pourvoyeur de violence au monde d'aujourd'hui »

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

Je n'ai pas besoin de m'arrêter pour dire à quel point je suis ravi d'être ici ce soir, et à quel point je suis ravi de vous voir exprimer votre inquiétude au sujet des questions qui seront débattues ce soir en venant en si grand nombre. Je tiens également à dire que je considère comme un grand honneur de partager ce programme avec le Dr Bennett, le Dr Commager et le rabbin Heschel, certains des dirigeants et personnalités les plus distingués de notre nation. Et bien sûr, il est toujours bon de revenir à Riverside Church. Au cours des huit dernières années, j'ai eu le privilège de prêcher ici presque chaque année pendant cette période, et c'est toujours une expérience riche et enrichissante de venir dans cette grande église et cette grande chaire.

Je viens dans ce grand et magnifique lieu de culte ce soir parce que ma conscience ne me laisse pas d'autre choix. Je me joins à vous dans cette réunion parce que je suis en accord le plus profond avec les objectifs et le travail de l'organisation qui nous a réunis, le clergé et les laïcs concernés par le Vietnam. Les récentes déclarations de votre comité exécutif sont les sentiments de mon propre cœur, et je me suis trouvé tout à fait d'accord lorsque j'ai lu ses premières lignes : « Il vient un temps où le silence est une trahison. Ce temps est venu pour nous en ce qui concerne le Vietnam.

La vérité de ces mots ne fait aucun doute, mais la mission à laquelle ils nous appellent est des plus difficiles. Même pressés par les exigences de la vérité intérieure, les hommes n'assument pas facilement la tâche de s'opposer à la politique de leur gouvernement, surtout en temps de guerre. L'esprit humain ne va pas non plus sans grande difficulté contre toute l'apathie de la pensée conformiste en son sein et dans le monde qui l'entoure. De plus, lorsque les enjeux semblent aussi déroutants qu'ils le sont souvent dans le cas de ce terrible conflit, nous sommes toujours sur le point d'être hypnotisés par l'incertitude. Mais nous devons avancer.

Certains d'entre nous qui ont déjà commencé à briser le silence de la nuit ont découvert que l'appel à parler est souvent une vocation d'agonie, mais nous devons parler. Nous devons parler avec toute l'humilité qui convient à notre vision limitée, mais nous devons parler. Et nous devons également nous réjouir, car c'est certainement la première fois dans l'histoire de notre nation qu'un nombre important de ses chefs religieux choisissent d'aller au-delà de la prophétie d'un patriotisme sans faille pour les hauts lieux d'une dissidence ferme basée sur les mandats de la conscience et la lecture de l'histoire. Peut-être qu'un nouvel esprit s'élève parmi nous. Si c'est le cas, retraçons son mouvement et prions pour que notre être intérieur soit sensible à sa direction. Car nous avons profondément besoin d'un nouveau chemin au-delà des ténèbres qui semblent si proches autour de nous.

Au cours des deux dernières années, alors que je me déplaçais pour briser la trahison de mes propres silences et pour parler des brûlures de mon propre cœur, alors que j'appelais à des départs radicaux de la destruction du Vietnam, de nombreuses personnes m'ont interrogé sur la sagesse de mon chemin. Au cœur de leurs préoccupations, cette question s'est souvent imposée avec force : « Pourquoi parlez-vous de la guerre, Dr King ? Pourquoi rejoignez-vous les voix de la dissidence ? » « La paix et les droits civiques ne font pas bon ménage », disent-ils. « Ne blessez-vous pas la cause de votre peuple ? demandent-ils ? Et quand je les entends, bien que je comprenne souvent la source de leur inquiétude, je suis néanmoins très attristé, car de telles questions signifient que les enquêteurs ne m'ont pas vraiment connu, ni mon engagement, ni ma vocation. En effet, leurs questions suggèrent qu'ils ne connaissent pas le monde dans lequel ils vivent. À la lumière d'un malentendu aussi tragique, je considère qu'il est d'une importance capitale d'énoncer clairement, et j'ai confiance avec concision, pourquoi je crois que le chemin de Dexter Avenue Baptist Church - l'église de Montgomery, Alabama, où j'ai commencé mon pastorat - mène clairement à ce sanctuaire ce soir.

Je viens sur cette tribune ce soir pour faire un plaidoyer passionné à ma nation bien-aimée. Ce discours ne s'adresse pas à Hanoï ni au Front de libération nationale. Il n'est pas adressé à la Chine ou à la Russie. Ce n'est pas non plus une tentative de négliger l'ambiguïté de la situation globale et la nécessité d'une solution collective à la tragédie du Vietnam. Ce n'est pas non plus une tentative de faire du Nord-Vietnam ou du Front de libération nationale des modèles de vertu, ni d'ignorer le rôle qu'ils doivent jouer dans la résolution réussie du problème. Alors qu'ils peuvent tous deux avoir des raisons légitimes de se méfier de la bonne foi des États-Unis, la vie et l'histoire témoignent éloquemment du fait que les conflits ne sont jamais résolus sans des concessions mutuelles de confiance des deux côtés. Ce soir, cependant, je souhaite ne pas parler avec Hanoï et le Front de libération nationale, mais plutôt avec mes compatriotes américains.

Puisque je suis prédicateur par vocation, je suppose qu'il n'est pas surprenant que j'ai sept raisons majeures pour amener le Vietnam dans le champ de ma vision morale. Il y a au départ un lien très évident et presque facile entre la guerre du Vietnam et la lutte que moi et d'autres avons menée en Amérique. Il y a quelques années, il y a eu un moment brillant dans cette lutte. Il semblait qu'il y avait une réelle promesse d'espoir pour les pauvres, noirs et blancs, grâce au programme de lutte contre la pauvreté. Il y avait des expériences, des espoirs, de nouveaux commencements. Puis vint l'accumulation au Vietnam, et j'ai vu ce programme brisé et éviscéré comme s'il s'agissait d'un jouet politique oiseux sur une société devenue folle de guerre. Et je savais que l'Amérique n'investirait jamais les fonds ou les énergies nécessaires dans la réhabilitation de ses pauvres tant que des aventures comme le Vietnam continueraient à attirer des hommes, des compétences et de l'argent comme un tube d'aspiration démoniaque et destructeur. J'étais donc de plus en plus contraint de considérer la guerre comme l'ennemie des pauvres et de l'attaquer comme telle.

Peut-être une prise de conscience plus tragique de la réalité a-t-elle eu lieu lorsqu'il est devenu clair pour moi que la guerre faisait bien plus que dévaster les espoirs des pauvres chez eux. Elle envoyait leurs fils, leurs frères et leurs maris se battre et mourir dans des proportions extraordinairement élevées par rapport au reste de la population. Nous emmenions les jeunes hommes noirs qui avaient été paralysés par notre société et les envoyions à huit mille miles de là pour garantir des libertés en Asie du Sud-Est qu'ils n'avaient pas trouvées dans le sud-ouest de la Géorgie et l'est de Harlem. Nous avons donc été confrontés à plusieurs reprises à l'ironie cruelle de regarder des garçons noirs et blancs sur des écrans de télévision alors qu'ils tuent et meurent ensemble pour une nation qui n'a pas pu les asseoir ensemble dans les mêmes écoles. Alors on les regarde dans une solidarité brutale brûler les huttes d'un village pauvre, mais on se rend compte qu'ils vivraient difficilement dans le même pâté de maisons à Chicago. Je ne pouvais pas me taire face à une manipulation aussi cruelle des pauvres.

Ma troisième raison passe à un niveau de conscience encore plus profond, car elle découle de mon expérience dans les ghettos du Nord au cours des trois dernières années, en particulier des trois derniers étés. En marchant parmi les jeunes gens désespérés, rejetés et en colère, je leur ai dit que les cocktails Molotov et les fusils ne résoudraient pas leurs problèmes. J'ai essayé de leur offrir ma compassion la plus profonde tout en maintenant ma conviction que le changement social est le plus significatif par l'action non-violente. Mais ils ont demandé, et à juste titre, « Et le Vietnam ? » Ils ont demandé si notre propre nation n'utilisait pas des doses massives de violence pour résoudre ses problèmes, pour apporter les changements qu'elle souhaitait. Leurs questions me touchaient et je savais que je ne pourrais plus jamais élever la voix contre la violence des opprimés dans les ghettos sans avoir d'abord parlé clairement au plus grand pourvoyeur de violence au monde aujourd'hui : mon propre gouvernement. Pour le bien de ces garçons, pour le bien de ce gouvernement, pour le bien des centaines de milliers de personnes tremblant sous notre violence, je ne peux pas me taire.

Pour ceux qui posent la question « N'êtes-vous pas un leader des droits civiques ? » et entends par là m'exclure du mouvement pour la paix, j'ai cette autre réponse. En 1957, lorsqu'un groupe d'entre nous a formé la Southern Christian Leadership Conference, nous avons choisi comme devise : « Sauver l'âme de l'Amérique ». Nous étions convaincus que nous ne pouvions pas limiter notre vision à certains droits des Noirs, mais affirmions plutôt la conviction que l'Amérique ne serait jamais libre ni sauvée d'elle-même tant que les descendants de ses esclaves ne seraient pas complètement libérés des chaînes qu'ils portent encore. D'une certaine manière, nous étions d'accord avec Langston Hughes, ce barde noir de Harlem, qui avait écrit plus tôt :

O, oui, je le dis clairement,
L'Amérique n'a jamais été l'Amérique pour moi,
Et pourtant je jure ce serment -
L'Amérique le sera !

Maintenant, il devrait être clair que personne qui se soucie de l'intégrité et de la vie de l'Amérique aujourd'hui ne peut ignorer la guerre actuelle. Si l'âme de l'Amérique devient totalement empoisonnée, une partie de l'autopsie doit lire « Vietnam ». Elle ne pourra jamais être sauvée tant qu'elle détruit les espoirs des hommes du monde entier. C'est ainsi que ceux d'entre nous qui sont encore déterminés que « l'Amérique sera » sont conduits sur la voie de la protestation et de la dissidence, travaillant pour la santé de notre terre.

Comme si le poids d'un tel engagement pour la vie et la santé de l'Amérique ne suffisait pas, un autre fardeau de responsabilité m'a été imposé en 1954.* Et je ne peux pas oublier que le prix Nobel de la paix était aussi une commission, une commission pour travailler plus dur que je n'avais jamais travaillé auparavant pour la fraternité des hommes. C'est une vocation qui m'emmène au-delà des allégeances nationales.

Mais même s'il n'était pas présent, je devrais encore vivre avec le sens de mon engagement dans le ministère de Jésus-Christ. Pour moi, le rapport de ce ministère à la construction de la paix est si évident que je m'émerveille parfois devant ceux qui me demandent pourquoi je parle contre la guerre. Se pourrait-il qu'ils ne sachent pas que la Bonne Nouvelle était destinée à tous les hommes, aux communistes et aux capitalistes, à leurs enfants et aux nôtres, aux noirs et aux blancs, aux révolutionnaires et aux conservateurs ? Ont-ils oublié que mon ministère est dans l'obéissance à celui qui a tellement aimé ses ennemis qu'il est mort pour eux ? Que puis-je dire alors au Vietcong ou à Castro ou à Mao en tant que fidèle ministre de celui-ci ? Puis-je les menacer de mort ou ne dois-je pas partager ma vie avec eux ?

Enfin, alors que j'essaie d'expliquer pour vous et pour moi-même la route qui mène de Montgomery à cet endroit, j'aurais offert tout ce qu'il y a de plus valable si je disais simplement que je dois être fidèle à ma conviction que je partage avec tous les hommes l'appel à être fils du Dieu vivant. Au-delà de l'appel de race ou de nation ou de croyance se trouve cette vocation de filiation et de fraternité. Parce que je crois que le Père est profondément concerné, en particulier pour ses enfants souffrants, sans défense et exclus, je viens ce soir parler pour eux. Je crois que c'est le privilège et le fardeau de tous ceux d'entre nous qui se considèrent liés par des allégeances et des loyautés qui sont plus larges et plus profondes que le nationalisme et qui vont au-delà des objectifs et des positions auto-définis de notre nation. Nous sommes appelés à parler pour les faibles, pour les sans voix, pour les victimes de notre nation, pour ceux qu'elle appelle «ennemis», car aucun document de mains humaines ne peut faire de ces humains nos frères.

Et alors que je réfléchis à la folie du Vietnam et que je cherche en moi-même des moyens de comprendre et de répondre avec compassion, mon esprit se tourne constamment vers les habitants de cette péninsule. Je ne parle plus des soldats de chaque côté, ni des idéologies du Front de libération, ni de la junte de Saigon, mais simplement des gens qui vivent sous la malédiction de la guerre depuis près de trois décennies consécutives maintenant. Je pense à eux aussi, car il est clair pour moi qu'il n'y aura pas de solution significative là-bas tant qu'on ne tentera pas de les connaître et d'entendre leurs cris brisés.

Ils doivent voir les Américains comme d'étranges libérateurs. Le peuple vietnamien a proclamé sa propre indépendance en 1954 – en 1945 plutôt – après une occupation combinée française et japonaise et avant la révolution communiste en Chine. Ils étaient dirigés par Ho Chi Minh. Même s'ils ont cité la Déclaration d'indépendance américaine dans leur propre document de liberté, nous avons refusé de les reconnaître. Au lieu de cela, nous avons décidé de soutenir la France dans sa reconquête de son ancienne colonie. Notre gouvernement a alors estimé que le peuple vietnamien n'était pas prêt pour l'indépendance, et nous avons de nouveau été victimes de l'arrogance mortelle de l'Occident qui a empoisonné l'atmosphère internationale pendant si longtemps. Avec cette décision tragique, nous avons rejeté un gouvernement révolutionnaire cherchant l'autodétermination et un gouvernement qui avait été établi non pas par la Chine – pour laquelle les Vietnamiens n'ont pas un grand amour – mais par des forces clairement indigènes qui comprenaient des communistes. Pour les paysans, ce nouveau gouvernement signifiait une véritable réforme agraire, l'un des besoins les plus importants de leur vie.

Pendant neuf ans après 1945, nous avons refusé au peuple vietnamien le droit à l'indépendance. Pendant neuf ans, nous avons vigoureusement soutenu les Français dans leur tentative avortée de recoloniser le Vietnam. Avant la fin de la guerre, nous assumions quatre-vingts pour cent des dépenses de guerre françaises. Avant même que les Français ne soient vaincus à Dien Bien Phu, ils ont commencé à désespérer de leur action imprudente, mais pas nous. Nous les avons encouragés avec nos énormes fournitures financières et militaires à continuer la guerre même après qu'ils en aient perdu la volonté. Bientôt, nous paierions presque tous les frais de cette tragique tentative de recolonisation.

Après la défaite des Français, il semblait que l'indépendance et la réforme agraire reviendraient grâce aux accords de Genève. Mais à la place, vinrent les États-Unis, déterminés à ce que Ho ne devrait pas unifier la nation temporairement divisée, et les paysans regardèrent à nouveau pendant que nous soutenions l'un des dictateurs modernes les plus vicieux, notre homme choisi, le premier ministre Diem. Les paysans regardaient et grinçaient des dents et Diem extirpait impitoyablement toute opposition, soutenait leurs propriétaires extorqueurs et refusait même de discuter de la réunification avec le Nord. Les paysans ont observé que tout cela était présidé par l'influence des États-Unis, puis par un nombre croissant de troupes américaines qui sont venues aider à réprimer l'insurrection que les méthodes de Diem avaient suscitées. Lorsque Diem a

suite à la page(15)

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée la dite action. ADMET en conséquence le divorce de la dame Marie Jocelyne JOSEPH, d'avec son époux Léon NORELUS , pour injures graves et publiques aux torts de l'époux. PRONONCE la dissolution des liens matrimoniaux existants entre les dits époux ; ORDONNE à l'officier de l'état civil de Port-au-Prince Section Sud, de transcrire sur les registres destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet , Commet l'huissier Gérard TIFA de ce siège pour la signification de ce jugement ;Compense les dépens

Ainsi Jugé et prononcé par Nous, Annie FIGNOLE, Juge en audience civile ordinaire et publique du Jeudi vingt trois juillet deux vingt (23 Juillet 2020), en présence de Me Jean Rolex MEROVE, Substitut du commissaire du gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur Mozart TASSY, Greffier du siège

Il est ordonné etc. ...En foi de quoi. ...etc

Me Joël LOUIS JACQUES, Av.

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen. Le Ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée la dite action. Admet en conséquence le divorce des époux Jean Claude LOUIS née Magdala PIERRE, pour injures graves et publiques aux torts de l'époux. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existants entre les dits époux ;Ordonne à l'officier de l'état civil de la Section Est de Port-au-Prince à transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale, sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier JOHNNY JEAN de ce jugement ; Compense les dépens

Ainsi Jugé et prononcé par Nous, Jean Osner PETIT PAPA, Juge en audience civile, ordinaire et publique du mercredi quinze Décembre deux mille vingt et un, en présence de Me Paul WESLEY, Substitut du commissaire du gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur Junior Sauvens THELEMAQUE, greffier du siège. Il est ordonné..etc

En foi de quoi...etc

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après. Le Ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée la dite action. Admet en conséquence le divorce du sieur Lesly FLEURIMÉ d'avec son épouse née Marie Sony DESIRAL pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux ; Ordonne à l'officier de l'état civil de la Section Est de Port-au-Prince a transcrire sur les registres destinés; le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale, sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet ; Commet l'huissier JOHNNY JEAN pour la signification de ce jugement ; Compense les dépens

Ainsi Jugé et prononcé par Nous, Jean Osner PETIT PAPA, Juge en audience civile, ordinaire et publique du mercredi quinze Décembre deux mille vingt et un, en présence de Me Paul WESLEY, Substitut du commissaire du gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur Junior Sauvens THELEMAQUE, greffier du siège. Il est ordonné etc. ..En foi de quoi. ..etc

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée la dite action. Admet en conséquence le divorce de la dame JAMES FIDÈLE née JENNIFER RAYMOND, d'avec son époux pour injures et publiques. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existants entre les dits époux ; Ordonne à l'officier de l'état civil de la Section Est de Port-au-Prince de transcrire sur les registres destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier VILNERET GABRIEL de ce siège pour la signification de ce jugement ; Compense les dépens

Ainsi Jugé et prononcé par Nous, NELSON CILIUS, Juge en audience civile, ordinaire et publique du Jeudi vingt neuf juillet deux vingt et un, en présence de Me Jean Rolex MEROVE, Substitut du commissaire du gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur Mozart TASSY, Greffier du siège

Il est ordonné etc.....

En foi de quoi. ..etc ...

Me Achille. P Joseph

Me Paul Jacques Boussicot

PAR CES MOTIFS

Après examen le Ministère public maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée pour le profit déclare fondée la dite action. Admet en conséquence le divorce du sieur Guerson SIMÉON, d'avec son épouse née Gardwine Barbara ROMAIN, pour incompatibilité de caractères aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre les dits époux. Ordonne à l'officier de l'état civil de Liancourt de transcrire sur les registres destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Bernio MOÏSE, pour la signification de ce jugement

Ainsi Jugé et prononcé par Nous Me. Gabneel FRANÇOIS, Juge en audience civile ordinaire et publique, en date du neuf Avril deux vingt et un, en présence de Me Remy CAJUSTE, Substitut du commissaire du gouvernement de ce ressort avec l'assistance du Greffier Pascal TOUSSAINT

Il est ordonné etc. ..

En foi de quoi. ..etc. ..

Jeannot LUZINCOURT

OFFICIER DE L'ÉTAT CIVIL

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après avoir délibéré conformément à la loi et sur les conclusions conformes du Ministère public accueille l'action en divorce intenté par la dame Ruth SANON pour être régulière en la forme , en se déclarant compétent, maintient le défaut accordé à l'audience du dix neuf(19) Janvier deux mille dix huit contre le sieur Joe Stanley ISAAC pour défaut de comparaître et quant au fond admet et prononce la dissolution des liens matrimoniaux existants entre le sieur Joe Stanley ISAAC et de la dame Ruth SANON pour injures et publiques ; Ordonne qu'un extrait du dispositif dudit jugement soit, à la diligence du requérant, transcrire sur les registres destinés de l'officier de l'état civil de la Section Est de Port-au-Prince après que toutes les formalités légales auront été remplies

Compense les dépens en raison de la qualité des parties. Commet enfin l'huissier du siège, Vilneret GABRIEL pour la signification de ce jugement

Ainsi Jugé et prononcé par Nous Me Widner THEANO, Juge en audience publique et civile en ses attributions de divorce, ce vendredi neuf (09) février deux mille dix huit, en présence de Me Michel CHRISTOPHE, faisant office du Ministère public, avec l'assistance du sieur Jean Joseph Josué notre greffier

Il est ordonné etc. ....

En foi de quoi. ...etc...

Joseph Jean Josué ,GREFFIER

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions conformes du Ministère public, maintient accueille l'action de la requérante la dame Barbara Beauchamp pour être juste et fondée ; maintient le défaut octroyé contre la partie défenderesse le sieur Idalbert Selmond à l'audience susdite ; pour le profit du défaut , déclare fondé la dite action ;Admet en conséquence le divorce de la dame Barbara Beauchamp d'avec son époux Idalbert Selmond pour injures et publiques : Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existants entre les dits époux ; Ordonne à l'officier de l'état civil Thomazeau de transcrire sur les registres destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale, sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet ;Commet l'huissier André Louissaint de ce Tribunal pour la signification relative à l'exécution de ce jugement ;Compense les dépens

RENDU DE NOUS, Silien Pluviose, Juge en audience civile, ordinaire et publique du lundi cinq (05 Avril deux vingt et un (2021) , An 217ème de l'indépendance en présence de Me Eddy Dérice , Substitut du commissaire du gouvernement de ce ressort, avec la participation du sieur Daniel Andrien ,Greffier du siège

Il est ordonné etc. ...

En foi de quoi. ...

Me Waldoph MORTIMER, Av,

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre le défendeur à l'audience précitée, pour le profit, déclare fondée la dite action. Admet en conséquence le divorce de la dame Libermine PIERRE née Keenaromy BEAUSEJOUR d'avec son époux Libermine PIERRE pour injures et publiques aux torts de l'époux. Prononce en conséquence, la dissolution des liens matrimoniaux existants entre les dits époux ; Ordonne à l'officier de l'état civil de la Section Est de Port-au-Prince de transcrire sur les registres destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale, sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Vilneret GABRIEL de ce siège pour la signification de ce jugement. Compense les dépens

Ainsi Jugé et prononcé par Nous Me. Nelson CILIUS, Juge, en audience civile, ordinaire et publique du Jeudi vingt neuf juillet deux vingt et un, en présence de Me Jean Rolex MEROVE, Substitut du commissaire du gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur Mozart TASSY, Greffier du siège

Il est ordonné etc. ...En foi de quoi. ...etc. ...

Ronald HYPPOLITE, Avocat

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examen sur les conclusions conformes du Ministère public, accueille l'action du requérant le sieur Wilson Cinéus pour être juste et fondée; maintient le défaut octroyé contre la partie défenderesse la dame née Ermite Benoit à l'audience susdite ; pour le profit du défaut , déclare fondé la dite action ; Admet en conséquence le divorce du sieur Wilson Cinéus d'avec son épouse Ermite Benoit pour injures et publiques : Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existants entre les dits époux, Ordonne à l'officier de l'état civil Thomazeau de transcrire sur les registres destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera publié dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale, sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet; Commet l'huissier André Louissaint de ce Tribunal pour la signification relative à l'exécution de ce jugement ; Compense les dépens

RENDU DE NOUS, Silien Pluviose , Juge en audience civile, ordinaire et publique du (05) Avril deux vingt et un (2021), An 217ème de l'indépendance, en présence de Me Eddy Dérice , Substitut du commissaire du gouvernement de ce ressort, avec la participation du sieur Daniel Andrien , Greffier du siège

Il est ordonné etc...

En foi de quoi. ..etc.....

Me Waldoph MORTIMER, Av.

Suite de la page (13)



Nous sommes appelés à parler pour les faibles, pour les sans voix, pour les victimes de notre nation, pour ceux qu'elle appelle «ennemis»

été renversé, ils étaient peut-être heureux, mais la longue lignée de dictateurs militaires ne semblait pas offrir de réel changement, en particulier en termes de besoin de terre et de paix.

Le seul changement est venu de l'Amérique alors que nous augmentions nos engagements de troupes à l'appui de gouvernements qui étaient singulièrement corrompus, ineptes et sans soutien populaire. Pendant tout ce temps, les gens lisaient nos tracts et recevaient régulièrement des promesses de paix, de démocratie et de réforme agraire. Maintenant, ils croupissent sous nos bombes et nous considèrent, et non leurs compatriotes vietnamiens, comme le véritable ennemi. Ils se déplacent tristement et apathiquement alors que nous les chassons de la terre de leurs pères dans des camps de concentration où les besoins sociaux minimaux sont rarement satisfaits. Ils savent qu'ils doivent continuer ou être détruits par nos bombes.

C'est ainsi qu'ils s'en vont, principalement des femmes, des enfants et des personnes âgées. Ils regardent pendant que nous empoisonnons leur eau, pendant que nous tuons un million d'acres de leurs récoltes. Ils doivent pleurer pendant que les bulldozers rugissent dans leurs zones se préparant à détruire les précieux arbres. Ils errent dans les hôpitaux avec au moins vingt victimes de la puissance de feu américaine pour une blessure infligée par le Vietcong. Jusqu'à présent, nous en avons peut-être tué un million, principalement des enfants. Ils errent dans les villes et voient des milliers d'enfants, sans abri, sans vêtements, courir en meute dans les rues comme des animaux. Ils voient les enfants dégradés par nos soldats alors qu'ils mendient de la nourriture. Ils voient les enfants vendre leurs sœurs à nos soldats, racoler pour leurs mères.

Que pensent les paysans alors que nous nous allions aux propriétaires terriens et que nous refusons de mettre la moindre action dans nos nombreuses paroles concernant la réforme agraire ? Que pensent-ils alors que nous testons nos dernières armes sur eux, tout comme les Allemands ont testé de nouveaux médicaments et de nouvelles tortures dans les camps de concentration d'Europe ? Où sont les racines du Vietnam indépendant que nous prétendons construire ? Est-ce parmi ces sans voix ?

Nous avons détruit leurs deux institutions les plus chères : la famille et le village. Nous avons détruit leurs terres et leurs récoltes. Nous avons coopéré à l'écrasement de la seule force politique révolutionnaire non communiste de la nation, l'Église bouddhiste unifiée. Nous avons soutenu les ennemis des paysans de Saigon. Nous avons corrompu leurs femmes et leurs enfants et tué leurs hommes.

Maintenant, il ne reste plus grand-chose sur quoi s'appuyer, sauf l'amertume. Bientôt, les seules fondations physiques solides restantes seront trouvées dans nos bases militaires et dans le béton des camps de concentration que nous appelons « hameaux fortifiés ». Les paysans peuvent bien se demander si nous prévoyons de construire notre nouveau Vietnam sur de telles bases. Pourrions-nous les blâmer pour de telles pensées ? Nous devons parler pour eux et soulever les questions qu'ils ne peuvent pas soulever. Ce sont aussi nos frères.

Une tâche peut-être plus difficile mais non moins nécessaire est de parler au nom de ceux qui ont été désignés comme nos ennemis. Qu'en est-il du Front de libération nationale, ce groupe étrangement anonyme que nous appelons « VC » ou « communistes » ? Que doivent-ils penser des États-Unis d'Amérique lorsqu'ils se rendent compte que nous avons permis la répression et la cruauté de Diem, ce qui a contribué à les faire naître en tant que groupe de résistance dans le Sud ? Que pensent-ils de notre approbation de la violence qui a conduit à leur propre prise d'armes ? Comment peuvent-ils croire en notre intégrité quand on parle maintenant d'« agression du Nord » comme s'il n'y avait rien de plus essentiel à la guerre ? Comment peuvent-ils nous faire confiance alors que maintenant nous les accusons de violence après le règne meurtrier de Diem et les accusons de violence alors que nous déversons chaque nouvelle arme de mort dans leur pays ? Nous devons certainement comprendre leurs sentiments, même si nous ne tolérons pas leurs actions. Certes, nous devons voir que les hommes que nous avons soutenus les ont poussés à leur violence. Nous devons sûrement voir que nos propres plans de destruction informatisés éclipsent simplement leurs plus grands actes.

Comment nous jugent-ils quand nos fonctionnaires savent que leurs membres sont à moins de vingt-cinq pour cent communistes, et pourtant insistent pour leur donner le nom général ? Que doivent-ils penser quand ils savent que nous sommes conscients de leur contrôle sur des pans entiers du Vietnam, et pourtant nous semblons prêts à autoriser des élections nationales auxquelles ce gouvernement politique parallèle hautement organisé ne participera pas ? Ils demandent comment on peut parler d'élections libres alors que la presse de Saigon est censurée et contrôlée par la junte militaire. Et ils ont sûrement raison de se demander quel nouveau gouvernement nous comptons aider à former sans eux, le seul vrai parti en contact réel avec les paysans. Ils remettent en question nos objectifs politiques et ils nient la réalité d'un règlement de paix dont ils seront exclus. Leurs questions sont terriblement pertinentes. Notre nation envisage-t-elle de s'appuyer à nouveau sur le mythe politique, puis de s'appuyer sur la puissance d'une nouvelle violence ?

Voici le vrai sens et la vraie valeur de la compassion et de la non-violence, lorsqu'elle nous aide à voir le point de vue de l'ennemi, à entendre ses questions, à connaître son évaluation de nous-mêmes. Car de son point de vue, nous pouvons en effet voir les faiblesses fondamentales de notre propre condition, et si nous sommes mûrs, nous pouvons apprendre et grandir et profiter de la sagesse des frères qui sont appelés l'opposition.

Ainsi, aussi, avec Hanoï. Dans le Nord, où nos bombes martèlent désormais la terre et nos mines mettent en danger les cours d'eau, nous sommes confrontés à une méfiance profonde mais compréhensible. Parler pour eux, c'est expliquer ce manque de confiance dans les mondes occidentaux, et surtout leur méfiance à l'égard des intentions américaines désormais. A Hanoï se trouvent les hommes qui ont conduit cette nation à l'indépendance contre les Japonais et les Français, les hommes qui ont cherché à faire partie du Commonwealth français et ont été trahis par la faiblesse de Paris et l'obstination des armées coloniales. Ce sont eux qui ont mené une seconde lutte contre la domination française à des coûts énormes, puis ont été persuadés d'abandonner les terres qu'ils contrôlaient entre le treizième et le dix-septième parallèle comme mesure temporaire à Genève. Après 1954, ils nous ont vus conspirer avec Diem pour empêcher des élections qui auraient sûrement pu amener Ho Chi Minh au pouvoir sur un Vietnam unifié, et ils ont réalisé qu'ils avaient encore été trahis. Lorsqu'on leur demande pourquoi ils ne se précipitent pas pour négocier, ces choses doivent être prises en considération.

Aussi, il doit être clair que les dirigeants de Hanoï considéraient la présence de troupes américaines en soutien au régime de Diem comme la première violation militaire de l'Accord de Genève concernant les troupes étrangères. Ils nous rappellent qu'ils n'ont commencé à envoyer des troupes en grand nombre et même du ravitaillement dans le Sud que lorsque les forces américaines sont passées par dizaines de milliers.

Hanoï se souvient comment nos dirigeants ont refusé de nous dire la vérité sur les précédentes ouvertures de paix nord-vietnamiennes, comment le président a affirmé qu'il n'en existait pas alors qu'elles avaient clairement été faites. Ho Chi Minh a vu l'Amérique parler de paix et renforcer ses forces, et maintenant il a sûrement entendu les rumeurs internationales croissantes de plans américains pour une invasion du nord. Il sait que les bombardements, les bombardements et l'exploitation minière que nous menons font partie de la stratégie traditionnelle d'avant l'invasion. Peut-être que seul son sens de l'humour et de l'ironie pourra le sauver lorsqu'il entendra la nation la plus puissante du monde parler d'agression alors qu'elle largue des milliers de bombes sur une nation pauvre et faible à plus de huit cents, ou plutôt, huit mille milles de distance de ses rives.

À ce stade, je dois préciser que même si j'ai essayé de donner une voix aux sans-voix au Vietnam et de comprendre les arguments de ceux qui sont appelés « ennemis », je suis aussi profondément préoccupé par nos propres troupes là-bas que toute autre chose. Car il me vient à l'esprit que ce à quoi nous les soumettons au Vietnam n'est pas simplement le processus brutal qui se déroule dans toute guerre où les armées s'affrontent et cherchent à détruire. Nous ajoutons du cynisme au processus de la mort, car ils doivent savoir après une courte période là-bas qu'aucune des choses pour lesquelles nous prétendons lutter n'est vraiment impliquée. Avant longtemps, ils doivent savoir que leur gouvernement les a envoyés dans une lutte entre les Vietnamiens, et les plus sophistiqués se rendent sûrement compte que nous sommes du côté des riches et des plus sûrs, tandis que nous créons un enfer pour les pauvres.

Assurément, cette folie doit cesser. Nous devons arrêter maintenant. Je parle en tant qu'enfant de Dieu et frère des pauvres souffrants du Vietnam. Je parle au nom de ceux dont la terre est dévastée, dont les maisons sont détruites, dont la culture est subvertie. Je parle au nom des pauvres en Amérique qui paient le double prix des espoirs brisés chez eux et qui ont infligé la mort et la corruption au Vietnam. Je parle en tant que citoyen du monde, pour le monde tel qu'il est consterné par le chemin que nous avons emprunté. Je parle comme quelqu'un qui aime l'Amérique, aux dirigeants de notre propre nation : La grande initiative dans cette guerre est la nôtre ; l'initiative de l'arrêter doit être la nôtre.

C'est le message des grands leaders bouddhistes du Vietnam. Récemment, l'un d'eux a écrit ces mots, et je cite : « *Chaque jour la guerre continue, la haine grandit dans le cœur des Vietnamiens et dans le cœur de ceux à l'instinct humanitaire. Les Américains forcent même leurs amis à devenir leurs ennemis. Il est curieux que les Américains, qui calculent si soigneusement sur les possibilités de victoire militaire, ne se rendent pas compte qu'ils encourent ainsi une profonde défaite psychologique et politique. L'image de l'Amérique ne sera plus jamais l'image de la révolution, de la liberté et de la démocratie, mais l'image de la violence et du militarisme.* » Fin de citation.

Si nous continuons, il n'y aura aucun doute dans mon esprit et dans l'esprit du monde que nous n'avons aucune intention honorable au Vietnam. Si nous n'arrêtons pas immédiatement notre guerre contre le peuple vietnamien, le monde n'aura d'autre alternative que de considérer cela comme un jeu horrible, maladroit et mortel que nous avons décidé de jouer. Le monde exige maintenant une maturité de l'Amérique que nous ne pourrons peut-être pas atteindre. Elle exige que nous admettions que nous nous sommes trompés dès le début de notre aventure au Vietnam, que nous avons porté préjudice à la vie du peuple vietnamien. La situation est une situation dans laquelle nous devons être prêts à nous détourner brusquement de nos voies actuelles. Afin d'expier nos péchés et nos erreurs au Vietnam, nous devons prendre l'initiative de mettre un terme à cette guerre tragique.

Je voudrais suggérer cinq choses

suite à la page(16)

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal de paix de la Section Est de Port-au-Prince, après avoir délibéré conformément à la loi, déclare recevable l'action en réintégrande intenté contre le sieur Emile Peterson Pierre pour être juste et fondée ,octroie le défaut requis contre lui en faveur du sieur Raymond Lyonel ;Ordonne en conséquence l'expulsion du cité sur la dite portion de terre, ordonne la réintégration immédiate du requérant, condamne le cité à six (6) mois d'emprisonnement et contrainte par corps, condamne enfin le cité aux frais et dépens de l'instance. Commet l'huissier Johnny Joseph pour la signification du dit jugement

Donne nous Maitre Edouard Doirin Juge de paix de la Section Est de Port-au-Prince assisté de la dame Chenaude Duvernat Greffière du siège en audience publique et civile du vendredi huit (8) octobre 2021 en 217ème de l'indépendance

Il est ordonné etc. ..etc. ..En foi de quoi. ...etc. .. Me Billinngston J. Pierrot, Av.

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après examens, sur les conclusions conformes du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre la partie défenderesse à la susdite audience, précitée pour le profit déclare fondée ladite action, admet en conséquence le divorce de Jean Ubain LUXAMA d'avec Nadine

BIEN-AIME pour injures graves et publiques, prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux. Ordonne à l'Officier de l'Etat Civil de la Commune de Cavaillon, de transcrire sur les registres, à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers le tiers s'il y échait : commet l'huissier Jean Louis OCTAVE de ce siège pour la signification de ce jugement, compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par Nous, Me. Jean Emmanuel ZEPHIR, Avocat, Juge en audience Civile ordinaire et publique en date du premier septembre deux mille vingt et un en présence de

Me. Lithan ISAAC, Substitut du Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du Greffier Jean Claude NOVEMBRE.

En foi de quoi, la minute du présent jugement est signée du juge et du greffier susdits. AINSI

Signés de : Me. Jean Emmanuel ZEPHIR et Jean Claude Novembre

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen. Le Ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée la dite action. Admet en conséquence le divorce du sieur Widinio PIERRE, d'avec son épouse née Phenise JEAN pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existants entre les dits époux ; Ordonne à l'officier de l'état civil de la Section Est de Port-au-Prince a transcrire sur les registres destinés ; le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'editant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier JOHNNY JEAN de ce jugement ; Compense les dépens

Ainsi Jugé et prononcé par Nous, Jean Osner PETIT PAPA, Juge en audience civile, ordinaire et publique du mercredi quinze Décembre deux mille vingt et un, en présence de Me. Wesley Paul. Substitut du commissaire de ce ressort avec l'assistance du sieur Junior Sauvens THELEMAQUE, greffier du siège

Il est ordonné.... etc.....

En foi de quoi....etc....

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen, le Ministère public entendu, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée, pour le profit, déclare fondée la dite action. Admet en conséquence le divorce du sieur Clifford JOSEPH, d'avec son épouse née Daphnée LOUIS-JUSTE pour injures et publiques aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux existant entre les dits époux ; Ordonne à l'officier de l'état civil de la Section Est de Port-au-Prince, de transcrire sur les registres à ce destinés le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet ; Commet l'huissier Vilneret GABRIEL de ce siège pour la signification de ce jugement ; Compense les dépens

Ainsi Jugé et prononcé par, Nelson CILIUS, Juge en audience civile ordinaire et publique du Jeudi vingt cinq Novembre deux mille vingt et un, en présence de Me Jean Rolex MEROVE, Substitut commissaire du gouvernement de ce ressort et avec l'assistance du sieur Mozart TASSY, Greffier du siège

Il est ordonné. ..etc. ..En foi de quoi. ...etc. ...

Me. Bédy Nicolas HECTOR

PAR CES MOTIFS

Sur les conclusions conformes du Ministère public, maintenant le défaut déjà accordé à l'audience du six Janvier deux vingt et un et pour le profit déclare compétent pour connaitre l'action en divorce initiée par le Lucner JEAN-MARIE, reconnait l'abandon du toit conjugal par l'épouse dans les circonstances sus-decrites. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre les époux, Lucner JEAN-MARIE, la femme née Snaïda SAINT FLEUR pour les causes sus-énoncés. Ordonne à l'officier de l'état civil de la Commune d'Aquin de transcrire sur les registres destiné le dispositif du jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet. Commet l'huissier Patrick HENRY de ce siège pour la présente décision

Ainsi Jugé et prononcé par Nous, Louis Fils JOSEPH, Juge en présence de Me Aldrin JOASSAINT, Substitut du commissaire du gouvernement de ce ressort avec l'assistance du citoyen Jean Claude NOVEMBRE, Greffier du siège en audience ordinaire civile et publique, de ce jour mercredi vingt sept avril deux mille vingt et un, An 217ème de l'indépendance

Il est ordonné etc....etc. ....En foi de quoi. ...etc. ....

Masner MERCURE

Officier de l'état civil

Me Philippe Lalane, Av.

PAR CES MOTIFS

Sur les conclusions conformes du Ministère public, représenté à la barre par Me Aldrin JOASSAINT. Substitut du commissaire du gouvernement de ce ressort, maintient le défaut requis et déjà octroyé à l'audience du mercredi vingt huit juillet deux vingt et un contre Lèfène Marthyl, Juliette Adeline et Florence tous, BOOZ, pour être régulière en la forme; accueille favorablement l'acte intenté par le demandeur Sylvio BOOZ pour être juste et fondée. Ordonne le partage successoral des biens composant la succession de feu Lamartine BOUZE notamment le terrain sis à et situé à Masseillan d'Aquin à côté de l'hôtel Balbarin sus décrit dans l'acte d'instance avec ses tenants et aboutissants conformément aux prescrits des articles 572 du code civil et suivants 674 du code procédure civile. Condamne la succession aux frais et dépens de la procédure ; Commet l'huissier Patrick HENRY de ce siège pour la signification de la présente décision. Commet l'arpenteur Rigaud FLEURANTIN de cette juridiction pour la formation des lots et le notaire Rony RAMEAU pour la consécration des lots.

Ainsi Jugé et prononcé par Nous Me Louis Fils JOSEPH, Juge en présence de Me Jean Hervé JANVIER, commissaire du gouvernement de ce ressort et en audience publique et en ses attributions civiles de ce jour mercredi six octobre deux vingt et un, An 217ème de l'indépendance

Il est ordonné etc. ...etc. ...En foi de quoi. ....etc.

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après examen sur les conclusions du Ministère public, maintient le défaut octroyé contre la défenderesse à l'audience précitée pour le profit déclare fondée la dite action. Admet en conséquence le divorce de Peterson Joseph ERNEST d'avec son épouse née Esther JEAN pour injures et publiques. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux. Ordonne à l'officier de l'état civil de Saint Marc de transcrire sur les registres destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale, sous peine de dommages intérêts envers les tiers s'il y échet, Commet l'huissier Pascal TOUSSAINT ,de ce siège pour la signification de ce jugement, Compense les dépens

Ainsi Jugé et prononcé par Nous Me Phermond DAMICY,Juge en audience civile, et publique en date du dix huit septembre deux mille treize, en présence de Me Soidieu TOUSSAINT, Substitut du commissaire du gouvernement de ce ressort avec l'assistance du Greffier Me Huguens D'HAÏTI

Il est ordonné etc. ...En foi de quoi. ...etc

Archange CHARLITE.. Officier de l'état civil

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal après en avoir délibéré au vœu de la loi, déclare compétent en cette matière, accueille favorablement l'acte intenté par la requérante comme juste et fondée; octroie défaut à l'audience du quatorze (14) septembre 2021 contre le cité Joseph Déprez non comparant à la barre au terme de l'article 49 du CPP ; Dit et déclare que le sieur Joseph Déprez occupe illégalement la maison de la dame Marie Eliana Nestor qui se trouve à Mahotière 81, Rue Bruno # 49 selon les récits du CFPB délivrés par la DGI au. 14 15 26 32 ; Ordonne la réintégration de la requérante dans la maison objet litigieux ; Ordnne en conséquence l'expulsion des lieux du cité à savoir le sieur Joseph Déprez ; Condamne le cité au frais et dépens de la procédure. De l'article 1825 et suivants du code civil ; Ordonne l'exécution provisoire sur le chef de l'expulsion sans caution de la décision à intervenir ; Commet l'huissier Chrisostome Siméon dudit Tribunal pour la signification de la présente décision conformément au prescrits de l'article 52 du CPP

Ainsi Jugé et prononcé par Nous Me Jean Rika JULES, Juge de paix suppléant avec l'assistance du Greffier Iguin JEAN-PIERRE à l'audience du mardi mardi quatorze septembre deux mille vingt et un; An 217ème de l'indépendance

Il est ordonné etc...En foi de quoi. ..etc. ...

Me Yves PIERRE Avocat

Suite de la page (11)

l'hôpital, se sont retrouvés coincés entre les pneus en feu, et des centaines de manifestants ont commencé à les encercler. Les soldats ont essayé de fuir, mais les manifestants ont réussi à capturer l'un d'entre eux. Tous ses camarades se sont enfuis.

Le captif a été dépouillé de ses vêtements. Sa veste, son sac et tout son équipement lui on été enlevés. Personne n'a touché à son corps, et il a été libéré avec un simple pantalon déchiré. S'ils l'avaient voulu, ils auraient pu le tuer. Ils ont ouvert le sac, l'ont fouillé et ont demandé où étaient les grenades. Certains d'entre eux ont commencé à danser, avec le chargeur du fusil dans une main et un signe "V" dans l'autre. Ils ont jeté la veste et la chemise du soldat par terre et se sont mis à les piétiner. Je leur ai demandé : "Pourquoi êtes-vous si heureux ?" et ils ont répondu : "C'est une grande humiliation pour l'occupation."

Après cette victoire, le leader a trouvé quelques minutes pour moi. "Autrefois, il était difficile de tenir ne serait-ce qu'une grève", a-t-il dit. "Aujourd'hui, ils font grève facilement. L'armée ouvre les magasins, et ils les ferment. Rashad al-Shawwa (maire de Gaza, ndt), qui n'a plus aucune influence, dit que ce qui se passe dans la bande est l'expression du désespoir des gens. Mais ceux qui sont désespérés ne luttent pas. Ils se rendent. Nous n'avons presque pas d'armes à feu, mais si ça continue comme cela, nous ne repousserons pas seulement les soldats jusqu'à Eretz Junction [le principal carrefour routier à l'extérieur de la bande de Gaza], nous les repousserons jusqu'à Tel Aviv."

Ma blessure a commencé à me faire souffrir. Des médecins se sont empressés autour de moi, me proposant des compresses de glace et des antibiotiques. Par contre, lorsque je suis sorti de l'enfer, après minuit, j'ai dû attendre quatre heures à l'hôpital Ichilov de Tel Aviv pour être soigné.

Un autre blessé, qui avait reçu une balle dans la tête, a été amené à la porte de l'hôpital. Il est mort peu de temps après. Son corps a été enlevé de la même manière que les précédents. Les soldats ont à nouveau pénétré dans la cour de l'hôpital. On a entendu des rafales de tirs dans le bâtiment. L'écho a ajouté au bruit et à la confusion. Les gens ont commencé à se barricader à l'intérieur. Il y avait déjà quelques blessés, mais on n'avait pas eu le temps de les soigner. Le chef a crié aux femmes de sortir et de s'occuper des blessés, malgré le danger.

Pour chaque blessé, vingt personnes se précipitaient pour donner du sang. Vingt-huit blessés sont arrivés en peu de temps, dont trois avec des blessures graves. L'un d'entre eux est décédé à 19 heures. Dans la salle d'opération, des dizaines de médecins travaillent sans relâche, comme sur un tapis roulant. Vers 13 heures, un garçon de 10 ans a été abattu dans la cour de l'hôpital, sous les yeux de sa mère. Son corps a été enveloppé dans un drap d'hôpital vert et placé sur une planche de bois, ornée de deux feuilles de palmier.

Je suis monté sur le toit. A 3h15, l'attaque aérienne a commencé ; un hélicoptère a fait 18 tours et a lâché des grenades lacrymogènes. Tout le monde s'est mis à tousser. Ceux qui n'avaient pas reçu de gaz d'en haut en ont reçu d'en bas. Des coups de feu ont été entendus depuis l'hélicoptère. J'ai entendu le haut-parleur de l'armée annoncer que l'hôpital avait été déclaré zone militaire fermée. La zone a été attaquée de trois côtés. Les portes en fer ont été immédiatement enfoncées, et 45 minutes de tirs ont commencé. Quarante habitants de Gaza ont été arrêtés. Beaucoup ont été blessés. J'ai vu un homme courir, en traînant son pied.

J'avais l'impression d'être une cible vivante. Heureusement que mon enregistreur est allumé, ai-je pensé. Au moins, je vais enregistrer la façon dont j'ai été tué. Une trentaine de jeeps sont entrées dans la zone de l'hôpital, et des coups de feu ont été entendus de toutes les directions. Certains des blessés ont sauté par-dessus la clôture de l'hôpital pour se réfugier dans le verger voisin. D'autres se sont enfuis dans les allées entre les maisons voisines, dans lesquelles il est difficile pour l'armée de pénétrer. J'ai entendu les cris des mukhtars, qui étaient battus à coups de matraque.

Je suis entré dans une des maisons voisines et j'ai composé le numéro du ministère de la sécurité, le bureau du premier ministre. Occupé. Pas d'accès. J'ai composé le numéro de la Knesset. Ils m'ont dit qu'il n'y avait pas un seul membre de la Knesset dans les locaux. "Ils sont quelque part dans les environs, mais il est impossible de les joindre." L'opérateur a réussi à joindre Tawfiq Ziyad. "Je soulèverai la question à la Knesset", m'a-t-il dit. J'ai également contacté la Croix-Rouge. Ils ont dit qu'ils viendraient. Ils ne sont pas venus. J'ai vérifié mon pouls. Cent vingt battements par minute.

Une manifestation composée de milliers de personnes du camp de réfugiés de Shati' est arrivée à l'hôpital. Ils avaient entendu parler des morts. Dans la rue, j'ai rencontré le médecin qui s'était occupé de moi lorsque j'avais été blessé le matin. Il m'a invité à me reposer chez lui et il m'a donné des pilules contre la douleur. Il y avait là un autre médecin. Ils m'ont tous deux examiné. Ils ont dit que j'avais peut-être le menton fracturé. À 16 heures, le couvre-feu a commencé. La nuit a commencé à tomber. L'armée a coupé l'électricité, les habitants se sont assis dans des maisons obscures et ont allumé des bougies. Dans le quartier musulman de Jérusalem occupée, Ariel Sharon a allumé la première bougie de Hanoukka dans sa nouvelle maison.

Je suis monté sur le toit de la maison du médecin. Tout autour, il y avait des rassemblements de personnes et des pneus en feu. Les soldats avaient disparu. L'obscurité, disent les Gazaouis, est la meilleure arme contre les forces d'occupation. Il y avait des milliers de personnes dans les rues. Voilà à quoi ressemblait le couvre-feu. J'ai contacté le journal pour trouver un moyen de sortir de Gaza. Deux Gazaouis ont vérifié le terrain et m'ont dit que la route principale était bloquée. Le médecin m'a proposé de dormir chez lui. À 21 heures, l'électricité est revenue. "A cette heure-ci, ce sont les pierre qui font la loi dans les rues", m'ont-ils prévenu. "C'est dangereux de sortir." J'ai décidé de partir quand même.

J'ai marché environ un kilomètre dans les rues vides jusqu'au poste de police. La porte était fermée à clé. Les policiers ont sorti leurs armes et les ont pointées sur moi et ce n'est qu'après avoir vérifié mes papiers que j'ai pu entrer. Lorsque la voiture du gouvernement militaire est venue me chercher pour m'emmener à Eretz Junction, quelques policiers sont montés sur le toit du poste de police afin de me protéger pendant les dix mètres que je devais parcourir dans la rue jusqu'à la voiture.

À Eretz Junction, à moins de dix kilomètres du cœur des événements, étaient assis quelques réservistes à moitié assoupis. Ils m'ont demandé ce qui se passait à Gaza et comment j'avais été blessé. Je leur ai dit qu'on m'avait demandé d'être l'arbitre d'un match de basket-ball entre le Maccabi Hebron et l'Hapoel Gaza. La foule m'a attaqué, leur ai-je expliqué, et m'a traité de fils de pute. L'un des réservistes m'a dit qu'il jouait lui-même au basket. Il m'a demandé quel était le niveau des joueurs arabes et qui avait gagné le match.

* Makram Khoury-Machool est un universitaire palestinien-britannique spécialisé dans les relations internationales et la communication politique. Il est directeur du Centre européen pour l'étude de l'extrémisme à Cambridge, Royaume-Uni.

Al-Mayadeen 12 décembre 2021
Traduction : Dominique Muselet
Chronique de Palestine 19 Décembre 2021

Suite de la page (15)

concrètes que notre gouvernement devrait faire pour entamer le processus long et difficile de nous sortir de ce conflit cauchemardesque :

Numéro un : mettre fin à tous les bombardements au nord et au sud du Vietnam.

Numéro deux : Déclarer un cessez-le-feu unilatéral dans l'espoir qu'une telle action créera une atmosphère de négociation.

Troisièmement : Prendre des mesures immédiates pour empêcher d'autres champs de bataille en Asie du Sud-Est en réduisant notre renforcement militaire en Thaïlande et notre ingérence au Laos.

Quatre : Acceptez de manière réaliste le fait que le Front de libération nationale bénéficie d'un soutien substantiel au Sud-Vietnam et doit ainsi jouer un rôle dans toute négociation significative et dans tout futur gouvernement vietnamien.

Cinq : Fixer une date à laquelle nous retirerons toutes les troupes étrangères du Vietnam conformément à l'Accord de Genève de 1954. [applaudissements soutenus]

Une partie de notre [les applaudissements continuent], une partie de notre engagement continu pourrait bien se traduire par une offre d'asile à tout Vietnamien qui craint pour sa vie sous un nouveau régime incluant le Front de libération. Ensuite, nous devons faire toutes les réparations possibles pour les dommages que nous avons causés. Nous devons fournir l'aide médicale dont nous avons grand besoin, en la rendant disponible dans ce pays si nécessaire. Pendant ce temps [applaudissements], pendant ce temps, nous, dans les églises et les synagogues, avons une tâche continue pendant que nous exhortons notre gouvernement à se désengager d'un engagement honteux. Nous devons continuer à élever nos voix et nos vies si notre nation persiste dans ses voies perverses au Vietnam. Nous devons être prêts à faire correspondre les actions aux paroles en recherchant toutes les méthodes créatives de protestation possibles.

Alors que nous conseillons les jeunes hommes concernant le service militaire, nous devons leur clarifier le rôle de notre nation au Vietnam et les défier avec l'alternative de l'objection de conscience. [applaudissements soutenus] Je suis heureux de dire que c'est maintenant une voie choisie par plus de soixante-dix étudiants de ma propre alma mater, Morehouse College, et je la recommande à tous ceux qui trouvent que le cours américain au Vietnam est déshonorant et injuste. [applaudissements] De plus, j'encourage tous les ministres en âge de travailler à renoncer à leurs exemptions ministérielles et à demander le statut d'objecteur de conscience. [applaudissements] L'heure est aux vrais choix et non aux faux. Nous sommes au moment où nos vies doivent être mises en jeu si notre nation veut survivre à sa propre folie. Chaque homme aux convictions humaines doit décider de la protestation qui convient le mieux à ses convictions, mais nous devons tous protester.

Maintenant, il y a quelque chose de séduisant à s'arrêter là et à nous envoyer tous dans ce qui dans certains cercles est devenu une croisade populaire contre la guerre du Vietnam. Je dis que nous devons entrer dans cette lutte, mais je souhaite continuer maintenant pour dire quelque chose d'encore plus troublant.

La guerre du Vietnam n'est qu'un symptôme d'une maladie bien plus profonde dans l'esprit américain, et si nous ignorons cette réalité qui donne à réfléchir [applaudissements], et si nous ignorons cette triste réalité, nous nous retrouverons à organiser des comités « clergés et laïcs concernés » pour la prochaine génération. Ils seront préoccupés par le Guatemala et le Pérou. Ils seront préoccupés par la Thaïlande et le Cambodge. Ils seront préoccupés par le Mozambique et l'Afrique du Sud. Nous marcherons pour ces noms et une douzaine d'autres et assisterons à des rassemblements sans fin à moins qu'il n'y ait un changement significatif et profond dans la vie et la politique américaine. [applaudissements soutenus] Ainsi, de telles pensées nous emmènent au-delà du Vietnam, mais pas au-delà de notre appel en tant que fils du Dieu vivant.

En 1957, un responsable américain sensible à l'étranger a déclaré qu'il lui semblait que notre nation était du mauvais côté d'une révolution mondiale. Au cours des dix dernières années, nous avons vu émerger un schéma de répression qui justifie désormais la présence de conseillers militaires américains au Venezuela. Ce besoin de maintenir la stabilité sociale de nos investissements explique l'action contre-révolutionnaire des forces américaines au Guatemala. Il explique pourquoi les hélicoptères américains sont utilisés contre les guérillas au Cambodge et pourquoi les forces américaines au napalm et aux bérets verts ont déjà été actives contre les rebelles au Pérou.

C'est avec une telle activité que les paroles de feu John F. Kennedy reviennent nous hanter. Il y a cinq ans, il a déclaré : « *Ceux qui rendent la révolution pacifique impossible rendront la révolution violente inévitable* ». [applaudissements] De plus en plus, par choix ou par accident, c'est le rôle que notre nation a pris, le rôle de ceux qui rendent la révolution pacifique impossible en refusant de renoncer aux privilèges et aux plaisirs qui proviennent des immenses profits des investissements à l'étranger. Je suis convaincu que si nous voulons passer du bon côté de la révolution mondiale, nous devons, en tant que nation, subir une révolution radicale des valeurs. Nous devons rapidement commencer [applaudissements], nous devons amorcer rapidement le passage d'une société orientée sur les choses à une société orientée sur les personnes. Lorsque les machines et les ordinateurs, les motifs de profit et les droits de propriété sont considérés comme plus importants que les personnes, les triplés géants du racisme, du matérialisme extrême et

suite à la page(18)

Mexique : Le photojournaliste Margarito Martinez est abattu à Tijuana


Le journaliste Margarito Martinez

Lundi 17 janvier le journaliste Margarito Martinez a été retrouvé mort devant son domicile dans le quartier de Verde à Tijuana. Il a reçu plusieurs balles, dont une visant sa tête qui a finalement causé sa mort.

Populairement connu sous le nom de « 4-4 », Martinez était correspondant de plusieurs agences de presse nationales et internationales et avait l'habitude de faire des reportages sur la corruption, les gangs et la violence. Certains de ses documents ont été publiés dans des médias tels que Semanario Zeta, Cadena Noticias, Pulse Ciudadano, La Jornada, Baja California et Punto Norte.

Son travail a été très apprécié, même s'il a récemment été accusé d'avoir fourni un soutien et de la publicité aux membres du crime organisé mexicain. Martinez avait récemment reçu plusieurs menaces de mort, selon une source anonyme qui a également déclaré avoir décidé d'entrer dans le "programme de protection" car il commençait à se sentir vulnérable.

Actuellement, Tijuana est l'une des plus dangereuses de ce pays, où des gangs criminels se battent pour contrôler les routes du trafic de drogue et d'êtres humains vers les États-Unis.

La mort de Martinez a été rejetée par des organisations telles que la Commission des droits de l'homme de la Basse-Californie, qui a récemment déclaré que toute attaque contre des journalistes constituait une atteinte à la liberté d'expression et au droit de la société à être informée.

Le Mexique est l'un des pays les plus dangereux pour la pratique du journalisme. Dans le classement de la liberté de la presse établi par Reporters sans frontières (RWF), par exemple, ce pays d'Amérique latine figure à la 143e place sur 180 nations. Par ailleurs, Article 19, une ONG de défense des droits d'expression et d'information, a dénoncé 7 meurtres de journalistes et 600 agressions contre des reporters en 2021.

Telesur 18 Janvier 2022

L'historique démonstration de force du peuple malien contre les sanctions de la CEDEAO







Dans tout le pays, l'essentiel des organisations politiques et autres associations ont pris part aux manifestations

Par Ndam Njoya Nzoméné.

Appelé à prendre leur destin en mains après le lâchage de la CEDEAO qui a opté – à l'instigation présumée de la France – d'asphyxier leur pays par des sanctions politico-économiques, les Maliens ont massivement répondu à l'appel de la junte à protester.

Après la Guinée et le Niger dont les leaders respectifs, Mamadi Doumbouya Mohamed Bazoum, se sont désolidarisés de la CEDEAO en affirmant garder ouvertes leurs frontières avec le Mali, la junte en place à Bamako avait appelé lundi à une mobilisation massive des populations pour protester contre le bien-fondé des sanctions de la CEDEAO. Un appel auquel les Maliens ont répondu très positivement à travers le pays.

Soutien réel d'un peuple à ses dirigeants ou résultat d'une instrumentalisation voilée des populations par une junte en voie de confisquer le pouvoir au Mali ? La question peut être posée sans pour autant rien enlever à la pertinence de l'objectif fondamental des manifestations de vendredi aux cris de « Vive Assimi Goita ! », « Vive Choguel Maiga ! », « Vive le Mali ! » : dire non à la mise à mort – décrétée par la CEDEAO – du Mali déjà en proie, non seulement à une précarité, voire une précarisation sans cesse croissante, mais aussi à une crise sécuritaire et politique marquée par des soulèvements indépendantistes et un djihadisme des plus sévères dans la zone du Sahel.

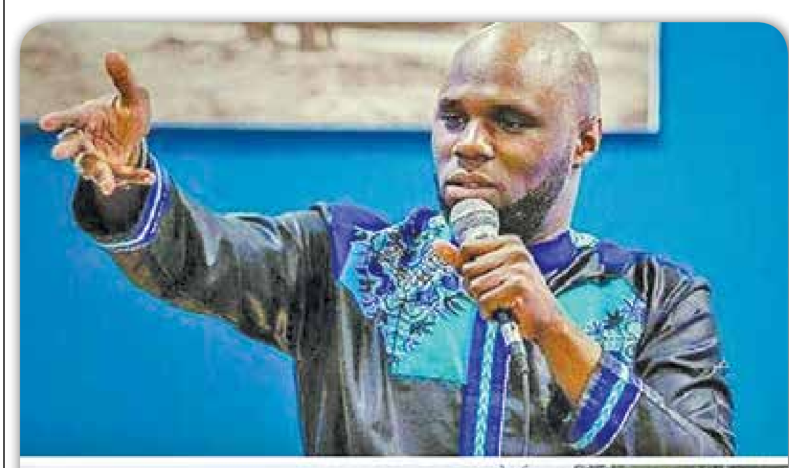
Des dizaines de milliers d'hommes et de femmes, pour certains accompagnés de leurs enfants, sont donc descendus dans les rues à Bamako –où certains ont décidé de passer la nuit jusqu'à samedi, Tombouctou, Kadiolo, Bougouni, Gao… en brandissant le drapeau de leur pays (le vert, jaune et rouge), et des pancartes sur lesquelles sont brocardées la France et la CEDEAO.

Choguel Maiga maudit la CEDEAO, la Russie et Poutine appelés en renfort

Les manifestations ont été marquées à Bamako par des discours sur fond de harangue, comme celui du Premier ministre de la Transition, Choguel Kokalla Maiga, qui après avoir déclaré à la Place de l'Indépendance qu'« Aujourd'hui le monde entier voit où se trouve la légitimité populaire », et campant une posture radicalement nationaliste et panafricaniste, a mis en exergue l'exemplarité des manifestations de ce vendredi 14 janvier 2022 : « *Toute l'Afrique regarde le Mali aujourd'hui. Dans une certaine mesure, le destin de l'Afrique se joue au Mali aujourd'hui* ». *Non sans maudire ceux qui se mettent en travers du chemin de la junte qui se confond selon lui au peuple malien tout entier : « Dieu et le peuple sont avec le gouvernement de transition […]. Tous ceux qui vont se mettre contre cette transition, Dieu ne les*

suite à la page(18)

Solidarité au Mali : Kemi Seba appelle à une mobilisation internationale!




Kemi Seba a lancé en solidarité au peuple malien un appel à la mobilisation internationale le 22 janvier 2022

Par Ndam Njoya Nzoméné

« Ils ont tué Kadhafi, détruit la Lybie, et veulent détruire le Mali »: Kemi Seba lance des manifs le 22 janvier contre les sanctions de la CEDEAO

L'onde de choc créée au sein de l'opinion africaine par les sanctions de la CEDEAO contre le Mali est loin de se dissiper. En témoigne la levée de boucliers du dirigeant de l'organisation Urgences Panafricaines, Kemi Seba, qui a violemment réagi contre.

Dans une sortie dimanche sur les réseaux sociaux, le leader panafricaniste voyait derrière les sanctions contre la junte dirigée à Bamako par Assimi Goita, une instigation de l'Occident : « *Les sanctions de la CEDEAO contre le Mali sont les sanctions de l'Occident et de ses valets africains contre un État Afro-souverain* ». A l'en croire les sanctions de la CEDEAO, officiellement destinées à empêcher les militaires de faire basse sur le pouvoir au Mali à travers une transition surréaliste de cinq ans, ne seraient rien d'autre que des représailles ourdies depuis l'Occident –dont la CEDEAO ne serait que le bras armé sous-régional-, contre « *Un État qui veut s'éloigner de l'Occident et emprunter d'autres voies* », en l'occurrence en prenant l'option d'un partenariat avec la Russie et l'Iran au détriment de la France qui a bel et bien toléré qu'au Tchad, des militaires assurent la transition après la mort de Déby Itno. Et Kemi de conclure « *La persécution du Mali nous est inacceptable. Nous ne laisserons pas cette injustice passer* ». La preuve, la France, à travers son président, a affirmé son soutien à ces sanctions.

Joignant l'acte à la parole, le leader panafricaniste dont la voix compte énormément ces dernières années dans les milieux de la jeunesse africaine anti-néocolonialiste, a, dès le 10 janvier, lancé un appel à MOBILISATION INTERNATIONALE LE 22 JANVIER 2022. « *On a tous compris ce qui se passe actuellement. Qui tire les ficelles dans cette sanction et ces pressions de la CEDEAO. Les mêmes ont tué Kadhafi, détruit la Lybie, vous ne détruirez pas le Mali* », affirme Kemi dans un post où il ne manque pas d'haranguer les masses avec le tact dont il a le secret. Comme Thomas Sankara : « *L'Afrique libre ou la mort, nous vaincrons.* »

Cameroon voice 13 Janvier 2022

USA : Les voleurs de l'histoire de la Mésopotamie


Restituée par les États-Unis, une « tablette de Gilgamesh », joyau mésopotamien vieux de 3 500 ans, est de retour en Irak, où elle a été exhibée mardi 7 décembre

Restituée par les États-Unis, la tablette de Gilgamesh, joyau mésopotamien, de retour en Irak. Une « tablette de Gilgamesh », artefact en argile vieux de 3 500 ans, est revenue en Irak mardi après avoir été restituée par les États-Unis. Les autorités ont salué une « victoire » face à ceux qui volent « l'histoire » du pays.

La tablette en argile sur laquelle figure des caractères cunéiformes aurait été volée sur un site archéologique ou dans un musée irakien en 1991, pendant la guerre du Golfe déclenchée après l'invasion du Koweït. Elle comporte des fragments de « l'épopée

suite à la page(18)

Suite de la page (16)

du militarisme sont incapables d'être conquis.

Une véritable révolution des valeurs nous amènera bientôt à remettre en question l'équité et la justice de nombre de nos politiques passées et présentes. D'un côté nous sommes appelés à jouer le bon samaritain au bord de la route, mais ce ne sera qu'un premier acte. Un jour, nous devons arriver à voir que toute la route de Jéricho doit être transformée afin que les hommes et les femmes ne soient pas constamment battus et volés alors qu'ils font leur voyage sur l'autoroute de la vie. La vraie compassion, c'est plus que jeter une pièce à un mendiant. On voit qu'un édifice qui produit des mendiants a besoin d'être restructuré. [applaudissements]

Une véritable révolution des valeurs ne tardera pas à regarder avec inquiétude le contraste criant de la pauvreté et de la richesse. Avec une juste indignation, il regardera au-delà des mers et verra des capitalistes individuels de l'Occident investir d'énormes sommes d'argent en Asie, en Afrique et en Amérique du Sud, pour en retirer les bénéfices sans se soucier de l'amélioration sociale des pays, et dire , "Ce n'est pas juste." Il examinera notre alliance avec la noblesse terrienne d'Amérique du Sud et dira : « Ce n'est pas juste. » L'arrogance occidentale de sentir qu'elle a tout à apprendre aux autres et rien à apprendre d'eux n'est pas juste.

Une véritable révolution des valeurs mettra la main sur l'ordre mondial et dira de la guerre : *« Cette façon de régler les différends n'est pas juste. Cette affaire de brûler des êtres humains avec du napalm, de remplir les foyers de notre nation d'orphelins et de veuves, d'injecter des drogues vénéneuses de la haine dans les veines de peuples normalement humains, de renvoyer des hommes de champs de bataille sombres et sanglants physiquement handicapés et psychologiquement dérangés, ne peut être réconcilié avec la sagesse, la justice et l'amour. Une nation qui continue d'année en année à dépenser plus d'argent pour la défense militaire que pour des programmes d'élévation sociale se rapproche de la mort spirituelle ».* [applaudissements soutenus]

L'Amérique, la nation la plus riche et la plus puissante du monde, peut bien montrer la voie dans cette révolution des valeurs. Il n'y a rien d'autre qu'un désir de mort tragique pour nous empêcher de réorganiser nos priorités afin que la poursuite de la paix l'emporte sur la poursuite de la guerre. Rien ne nous empêche de modeler un statu quo récalcitrant avec les mains meurtries jusqu'à ce que nous l'ayons transformé en une fraternité.

Ce genre de révolution positive des valeurs est notre meilleure défense contre le communisme. [applaudissements] La guerre n'est pas la réponse. Le communisme ne sera jamais vaincu par l'utilisation de bombes atomiques ou d'armes nucléaires. Ne nous joignons pas à ceux qui crient à la guerre et, par leurs passions malavisées, exhortent les États-Unis à renoncer à leur participation aux Nations Unies. Ce sont des jours qui exigent une retenue sage et un calme raisonnable. Nous ne devons pas nous engager dans un anticommunisme négatif, mais plutôt dans un élan positif pour la démocratie [applaudissements], réalisant que notre plus grande défense contre le communisme est de prendre des mesures offensives au nom de la justice. Nous devons, par une action positive, chercher à éliminer ces conditions de pauvreté, d'insécurité et d'injustice, qui sont le sol fertile dans lequel pousse et se développe la graine du communisme.

Ce sont des temps révolutionnaires. Partout dans le monde, les hommes se révoltent contre les anciens systèmes d'exploitation et d'oppression, et des blessures d'un monde fragile, de nouveaux systèmes de justice et d'égalité sont en train de naître. Les habitants du pays torse nu et pieds nus se soulèvent comme jamais auparavant. Les gens qui étaient assis dans les ténèbres ont vu une grande lumière. Nous, en Occident, devons soutenir ces révolutions.

C'est un triste fait qu'à cause du confort, de la complaisance, d'une peur morbide du communisme et de notre tendance à nous adapter à l'injustice, les nations occidentales qui ont initié une grande partie de l'esprit révolutionnaire du monde moderne sont maintenant devenues les anti-révolutionnaires archi. Cela a conduit beaucoup à penser que seul le marxisme a un esprit révolutionnaire. Par conséquent, le communisme est un jugement contre notre échec à rendre la démocratie réelle et à poursuivre les révolutions que nous avons initiées. Notre seul espoir aujourd'hui réside dans notre capacité à retrouver l'esprit révolutionnaire et à sortir d'un monde parfois hostile en déclarant une hostilité éternelle à la pauvreté, au racisme et au militarisme. Avec cet engagement puissant, nous défierons avec audace le statu quo et les mœurs injustes, et accélérerons ainsi le jour où « chaque vallée sera exaltée, et chaque montagne et colline seront abaissées [Public:] (Oui); les tortueux seront rectifiés, et les endroits accidentés seront aplanis.

Une véritable révolution des valeurs signifie en dernière analyse que nos loyautés doivent devenir œcuméniques plutôt que sectorielles. Chaque nation doit maintenant développer une loyauté absolue envers l'humanité dans son ensemble afin de préserver le meilleur dans leurs sociétés individuelles.

Cet appel à une fraternité mondiale qui élève le souci de voisinage au-delà de la tribu, de la race, de la classe et de la nation est en réalité un appel à un amour universel et inconditionnel pour toute l'humanité. Ce concept souvent mal compris, souvent mal interprété, si facilement rejeté par les Nietzsche du monde comme une force faible et lâche, est maintenant devenu une nécessité absolue pour la survie de l'homme. Quand je parle d'amour, je ne parle pas d'une réponse sentimentale et faible. Je ne parle pas de cette force qui n'est que bosh émotionnel. Je parle de cette force que toutes les grandes religions ont considérée comme le principe unificateur suprême de la vie. L'amour est en quelque sorte la clé qui ouvre la porte qui mène à la réalité ultime. Cette croyance hindoue-musulmane-chrétienne-juive-bouddhique au sujet de la réalité ultime est magnifiquement résumée dans le premier épître de saint Jean : *« Aimons-nous les uns les autres (Oui), car l'amour est Dieu. (Oui) Et quiconque aime est né de Dieu et connaît Dieu. Celui qui n'aime pas ne connaît pas Dieu, car Dieu est amour. . . . Si nous nous aimons les uns les autres, Dieu habite en nous et son amour est parfait en nous. Espérons que cet esprit deviendra à l'ordre du jour. »*

Nous ne pouvons plus nous permettre d'adorer le dieu de la haine ou de nous incliner devant l'autel des représailles. Les océans de l'histoire sont turbulents par les marées toujours croissantes de la haine. L'histoire est encombrée de l'épave de nations et d'individus qui ont suivi cette voie autodestructrice de la haine. Comme le dit Arnold Toynbee : *« L'amour est la force ultime qui fait le choix salvateur de la vie et du bien contre le choix accablant de la mort et du mal. Par conséquent, le premier espoir de notre inventaire doit être l'espoir que l'amour aura le dernier mot »*. Fin de citation.

Nous sommes maintenant confrontés au fait, mes amis, que demain c'est aujourd'hui. Nous sommes confrontés à l'urgence féroce du présent. Dans cette énigme de la vie et de l'histoire qui se déroule, il est trop tard. La procrastination est encore le voleur de temps. La vie nous laisse souvent nus, nus et abattus par une occasion perdue. La marée dans les affaires des hommes ne reste pas à flot, elle reflue. Nous pouvons crier désespérément pour que le temps s'arrête dans son passage, mais le temps est inflexible à chaque plaidoyer et se précipite. Sur les ossements blanchis et les résidus enchevêtrés de nombreuses civilisations sont écrits les mots pathétiques : « Trop tard ». Il existe un livre de vie invisible qui enregistre fidèlement notre vigilance ou notre négligence. Omar Khayyam a raison : « Le doigt qui bouge écrit, et le bref continue. »

Nous avons encore le choix aujourd'hui : la coexistence non-violente ou la coannihilation violente. Nous devons passer de l'indécision à l'action. Nous devons trouver de nouvelles façons de parler pour la paix au Vietnam et la justice dans le monde en développement, un monde qui frôle nos portes. Si nous n'agissons pas, nous serons sûrement entraînés dans les longs couloirs sombres et honteux du temps réservés à ceux qui possèdent le pouvoir sans compassion, la force sans moralité et la force sans vue.

Commençons maintenant. Maintenant, consacrons-nous à nouveau à la lutte longue et amère, mais belle, pour un monde nouveau. C'est l'appel des fils de Dieu, et nos frères attendent avec impatience notre réponse. Dirons-nous que les chances sont trop grandes ? Doit-on leur dire que la lutte est trop dure ? Notre message sera-t-il que les forces de la vie américaine militent contre leur arrivée en hommes à part entière, et nous envoyons nos plus profonds regrets ? Ou y aura-t-il un autre message – de nostalgie, d'espoir, de solidarité avec leurs aspirations, d'engagement à leur cause, quel qu'en soit le prix ? Le choix nous appartient, et bien que nous puissions le préférer autrement, nous devons choisir en ce moment crucial de l'histoire humaine.

Comme ce noble barde d'hier, James Russell Lowell, l'a déclaré avec éloquence :

Une fois à chaque homme et nation vient un moment décidez,

Dans la lutte de la vérité et du mensonge, pour le bon ou le mauvais côté ;

Une grande cause, le nouveau Messie de Dieu offrant à chacun la floraison ou la rouille,

Et le choix passe à jamais entre ces ténèbres et cette lumière.

Bien que la cause du mal prospère, c'est la vérité seule qui est forte

Bien que ses portions soient l'échafaud, et que sur le trône se trompent

Pourtant, cet échafaudage balance l'avenir, et derrière le sombre inconnu

Dieu se tient dans l'ombre, veillant au-dessus de la sienne.

Et si seulement nous faisons le bon choix, nous pourrons transformer cette élégie cosmique en suspens en un psaume créatif de paix. Si nous faisons le bon choix, nous pourrons transformer les discordes cliquetantes de notre monde en une belle symphonie de fraternité. Si nous faisons le bon choix, nous pourrons accélérer le jour, dans toute l'Amérique et dans le monde entier, où la justice coulera comme des eaux, et la droiture comme un torrent puissant. [applaudissements soutenus]

*. King dit « 1954 », mais cela veut probablement dire 1964, l'année où il a reçu le prix Nobel de la paix.

Suite de la page (17) L'historique démonstration de force du peuple malien contre les sanctions de la CEDEAO

aidera pas, Dieu va leur barrer la route ».

Répondant par ailleurs en écho aux manifestants qui scandaient le nom du président russe, Vladimir Poutine, et appelaient à une intervention plus officielle de la Russie dans la confrontation entre les forces maliennes et les djihadistes, le Premier ministre Maiga exprimé sa gratitude à la Russie et la Chine pour leur opposition mardi à l'adoption au Conseil de sécurité d'un texte soutenant les sanctions de la Cédéao contre le Mali.



Grande mobilisation populaire contre les sanctions de la Cédéao

Des sanctions insoutenables pour la junte

À titre de rappel, la CEDEAO a décidé dimanche dernier de sanctionner lourdement la junte, car ce qui entend prolonger de cinq années supplémentaires la transition en cours depuis le coup d'État du 18 août 2020 qui avait renversé l'impopulaire Ibrahim Boubakar Keita. Lesdites sanctions comportent la fermeture des frontières des pays de la CEDEAO au Mali, un embargo sur les échanges commerciaux (à l'exception des produits de première nécessité) et sur les transactions financières, sans oublier le gel des avoirs du Mali dans les banques de la sous-région, qui constituent de sérieuses menaces contre un pays qui dépend sur le plan fluvial des ports du Sénégal et de la Côte d'Ivoire. *« La rapidité avec laquelle ces sanctions sont appliquées (suspension depuis mardi des vols vers Bamako des compagnies ouest-africaines et d'Air France, impossibilité pour le pays de Modibo Keita de réaliser une opération sur le marché financier régional mercredi) laisse penser à un complot de la CEDEAO motivée entre autres par la volonté de certains de ses membres comme la Côte d'Ivoire et le Sénégal, de servir bras armé à l'ancien colonisateur aujourd'hui en froid avec le peuple malien. Un ancien colonisateur que soutiennent déjà l'Union européenne, l'ONU et les États-Unis »*.

Le Mali « coupé du reste du monde »

Cité par la télévision France 24, Kako Nubukpo, commissaire pour l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) a confirmé la situation difficile que vit le Mali à cause de ces sanctions, en affirmant que le pays est « *coupé du reste du monde* ».

Une situation qui révolte plus d'un Africain, à l'instar de l'activiste politique camerounais Martin Tajo qui a vivement applaudi la manifestation monstre des Maliens ce vendredi, affirmant que « l'oligarchie française vient de prendre une véritable déculottée au Mali ». Pour lui, c'est « *Un peuple fort, solidaire et déterminé à lutter collectivement pour un destin commun, qui a opposé au néocolon français une belle démonstration de force : celle de la légitimité populaire* ».

Cameroon voice 14 Janvier 2022

Suite de la page (17) USA : Les voleurs de l'histoire de la Mésopotamie

de Gilgamesh », considérée comme l'une des plus anciennes œuvres littéraires de l'humanité et narrant les aventures d'un puissant roi de Mésopotamie en quête d'immortalité.

Lors d'une conférence de presse mardi à Bagdad, le ministre des Affaires étrangères a remis au ministre de la Culture trois artefacts restitués par les États-Unis et le Royaume-Uni : la tablette de Gilgamesh, une tête de bélier et une tablette sumériennes.

La tablette de Gilgamesh « est d'une grande importance, c'est un des plus anciens textes littéraires de l'histoire de l'Irak », a indiqué à l'AFP le ministre de la Culture et des Antiquités, Hassan Nazem. En conférence de presse, il a souligné le « message envoyé à tous ceux qui font de la contrebande avec nos antiquités et les ont vendues lors d'enchères internationales : in fine, le sort de ces opérations, c'est la restitution. »

En un an, l'Irak a récupéré près de 18 000 artefacts, dont 17 899 pièces vieilles de quelque 4 000 ans restituées par les États-Unis cet été.

« Victoire »

« Cette journée représente une victoire face aux tentatives désespérées de ceux qui tentent de voler notre grande histoire et notre civilisation ancienne », s'est félicité mardi le chef de la diplomatie irakienne, Fouad Hussein.

La tablette de Gilgamesh est réapparue au Royaume-Uni en 2001. Un marchand d'art américain l'avait achetée en 2003 auprès d'une famille jordanienne établie à Londres. Il l'avait ensuite expédiée aux États-Unis sans préciser aux douanes la nature du colis et l'avait vendue à des antiquaires en 2007 contre 50 000 dollars, avec un faux certificat d'origine.

Elle avait finalement été revendue en 2014 pour 1,67 million de dollars aux propriétaires du Musée de la Bible à Washington. En 2017, un conservateur du musée s'était inquiété de la provenance de la tablette, jugeant les documents fournis lors de l'achat incomplets, ce qui avait entraîné sa saisie en 2019.

France 24/ Afrique Asie
12 janvier 2022

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com

AUTO DONATIONS

Drive Out Breast Cancer: Donate a car today! The benefits of donating your car or boat: Fast Free Pickup - 24hr Response Tax Deduction - Easy To Do! Call 24/7: 855-905-4755

EDUCATION

Mega Institution Mixte. Mission d'Education pour les générations de l'Avenir. Lilavois 53, Plaine du Cul de Sac, Haiti. Ecole Primaire et Bilingue. Fondateur : Jean L. Vallon, M.S. EDU, Tel : (011509) 3813-1107. Email : levallon@aol.com, vjeanlesly@yahoo.com

EDUCATION / CAREER TRAINING

TRAIN AT HOME TO DO MEDICAL BILLING! Become a Medical Office Professional online at CTI! Get Trained, Certified & ready to work in months! Call 855-543-6440. The Mission, Program Information and Tuition is located at CareerTechnical.edu/consumer-information. (M-F 8am-6pm ET)

EDUCATION / CAREER TRAINING

COMPUTER & IT TRAINING PROGRAM! Train ONLINE to get the skills to become a Computer & Help Desk Professional now! Grants and Scholarships available for certain programs for qualified applicants. Call CTI for details! (844) 947-0192 (M-F 8am-6pm ET)

HEALTH

VIAGRA & CIALIS! 60 pills for $99. 100 pills for $150. FREE shipping. Money back guaranteed! 1-855-579-8907

HEALTH

Drink "SOUL," the anti-oxidant power supplement made from seeds! Banish pain, reclaim youth, inject energy. Packets: $4 each. Box of 30: $78. Two boxes: $143. Call (305) 610-6913 or visit www.myrainlife.com/rejuvenation.

HELP WANTED

Haïti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

HELP WANTED

Driver Tractor Trailer & Owner Operators Wanted, for Container Work, 3 Years Pier Experience Required, CDL Class A Licence, Clean Record, Twic Cart Required. Good Pay, Steady Work, Please Call Gabriel or Mark (973) 690-5363 or Inquire Within 187-189 Foundry St. Newark, NJ 07105

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HOME IMPROVEMENT

Never Pay For Covered Home Repairs Again! Complete Care Home Warranty COVERS ALL MAJOR SYSTEMS AND APPLIANCES. 30 DAY RISK FREE. $200.00 OFF + 2 FREE Months! 866-440-6501

HOME IMPROVEMENT

The Generac PWRcell, a solar plus battery storage system. SAVE money, reduce your reliance on the grid, prepare for power outages and power your home. Full installation services available. $0 Down Financing Option. Request a FREE, no obligation, quote today. Call 1-888-871-0194

MISCELLANEOUS

BEST SATELLITE TV with 2 Year Price Guarantee! $59.99/mo with 190 channels and 3 months free premium movie channels! Free next day installation! Call 888-508-5313

TV INTERNET PHONE

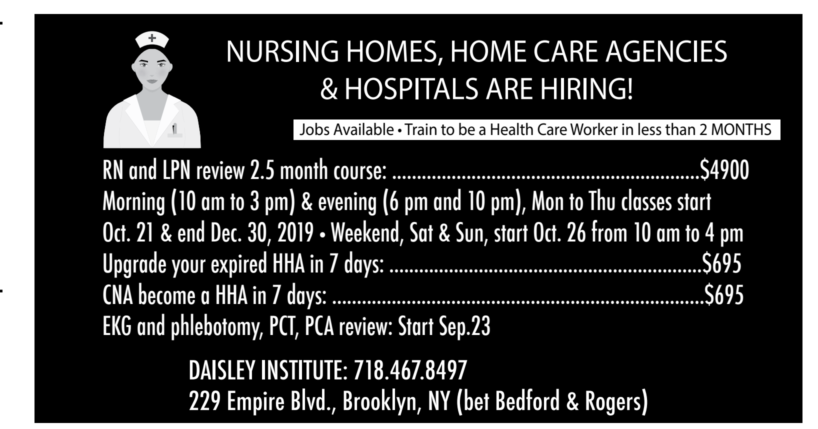
DISH TV $64.99 For 190 Channels + $14.95 High Speed Internet. Free Installation, Smart HD DVR Included, Free Voice Remote. Some restrictions apply. Promo Expires 1/21/23. 1-888-609-9405

TV INTERNET PHONE

Get DIRECTV! ONLY $69.99/month! 155 Channels & 1000s of Shows/Movies On Demand (w/SELECT All Included Package.) PLUS Stream on Up to FIVE Screens Simultaneously at No Additional Cost. Call DIRECTV 1-888-534-6918

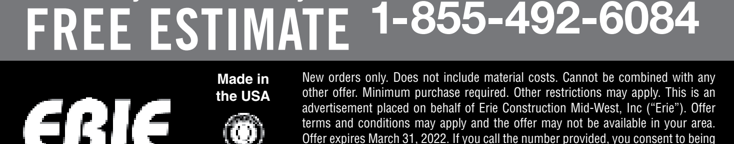
WANTED TO BUY

FREON WANTED: We pay $$$ for cylinders and cans. R12 R500 R11 R113 R114. Convenient. Certified Professionals. Call 312-291-9169 or visit RefrigerantFinders.com







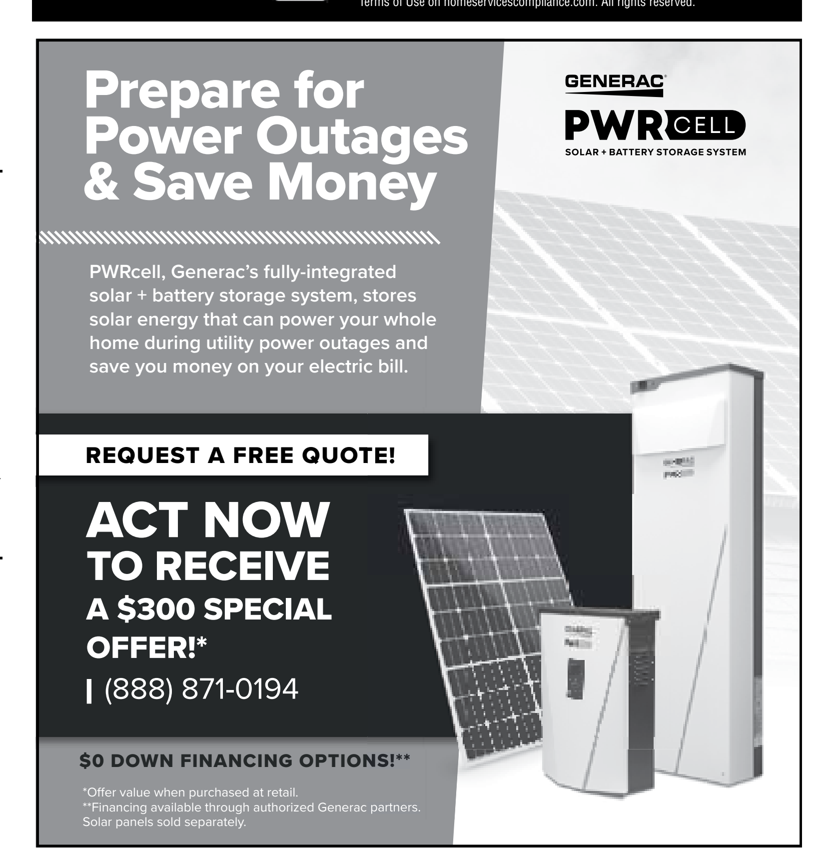


ERIE Metal Roofs

Made in the USA

New orders only. Does not include material costs. Cannot be combined with any other offer. Minimum purchase required. Other restrictions may apply. This is an advertisement placed on behalf of Erie Construction Mid-West, Inc ("Erie"). Offer terms and conditions may apply and the offer may not be available in your area. Offer expires March 31, 2022. If you call the number provided, you consent to being contacted by telephone, SMS text message, email, pre-recorded messages by Erie or its affiliates and service providers using automated technologies notwithstanding if you are on a DO NOT CALL list or register. Please review our Privacy Policy and Terms of Use on homeservicescompliance.com. All rights reserved.







Pleins Feux Sur : Darline Desca (Port-au-Prince – 1983)

« Une voix emblématique »



Darline Desca

Par Ed Rainer Sainvill

Darline a pris naissance dans l'une des plus vibrantes émanations culturelles du territoire haïtien qu'est la zone du Bas-Peu-de-Chose. Qui a vu l'éclosion d'une kyrielle d'artistes, de groupes, aussi bien que de diverses vogues musicales. L'ayant inspirée dès l'enfance à devenir chantre. Malgré une aube précaire, avec l'absence d'une autorité masculine dans sa vie jusqu'à l'âge de dix ans. Lorsqu'elle aura finalement la bonne fortune de connaitre son père. Elle s'est tout de même appliquée à se donner des objectifs louables. En plus de l'art qui l'aide à s'équilibrer. Et le cas échéant, se façonner un style vocal ; entre diverses impressions. Au comble d'un cheminement qui l'a vu s'affirmer en vocaliste aspirante. Récursivement à ses études académiques dont elle a donné la primeur à l'obtention d'un degré en gestion à l'Université Quisqueya.

Pour subséquemment jeter son dévolu sur la musique. En s'attachant les services des moniteurs vocaux les plus qualifiés de la place. Dont la soprano Monette Léopold Alcin pour amplifier son registre. Lequel se veut être l'expression de résonances planétaires. Qui l'autorise à ausculter aussi bien les paramètres traditionnels locaux que les rythmes urbains caribbéens, tels : ***konpa, zouk, reggaie, dance-hall*** etc. Autant que les modules globaux engrangés : ***classique, pop, rnb, jazz,*** chansons de variétés françaises et anglaises font partie de son fichier. Qu'elle entend divulguer avec multiples parcelles, ce timbre emblématique dont elle tire son empreinte syncrétique. En 2009, elle lance le pavé dans la mare, en s'intronisant avec le clip ***''ou bwase m",*** qui la catapulte dans le collimateur du milieu des spectacles.

Avec des prestations remarquées à :" Havane guitar night", ''Jazzy's", ''Rendez-vous des artistes", ''Ayiti deploge" et autres venues de la ville ; lui permettant de cultiver une audience qui commence à prendre goût à ses fresques. Sur cette lancée, elle sort le morceau ***''pa lage"*** qui est un cri de redressement contre la léthargie, après le drame du tremblement de terre de 2010. Distillant son phrasé expressif qui la met en parfaite communion avec son public. Puis, elle continue d'animer diverses performances sur demande et dans des endroits comme : ''Parc Historique de la Canne à Sucre", au ''Champ de Mars", ''La Réserve", ''Café des Arts", ''O Brasileino", ''Prese Kafe" etc. En plus d'entreprendre sa première tournée extérieure pour la Guadeloupe dans le cadre du spectacle de l'Archipel.

Puis, forte de la coopération des manitous comme Fabrice Rouzier, Boulo Valcourt, Keke Bélizaire, Sito Cavé, Dener Céide entre autres, elle s'emploie à accorder ses capacités de compositrice, arrangeuse, interprète et musicienne. En se montrant dans de vives explorations plurielles. Entre les multiples excursions explorées qui vont constituer le fond de son premier opus en solo : ***''A plein temps".*** Contenant d'autres titres tels : ***ddsk, pik Makaya, fille des Caraïbes, m pa kyè*** (avec Roodboy), ***ou fèm, noël*** etc ; qui augurent autant de son éclat. En mettant le grappin dans de sublimes envolés vocales et de fantaisies interprétatives qui l'ont imposée comme la vedette féminine la plus en vue du sérail. Tout en la propulsant comme tête d'affiche dans les célébrations d'ici et d'ailleurs.

Dans ce même élan, la ''Fondation Haïti Jazz" a fait d'elle l'heureuse élue pour aller représenter le pays dans la compétition "All For One Caribbean" à la Martinique. Où elle fut le récipiendaire du 3e prix. Une impulsion qui renforce sa course ascendante dans les avenues du music-hall. Que ce soit au pays, dans la diaspora et autres territoires étrangers ; qui sont tous à la renverse à l'écoute et l'observation de cette vedette patentée. Artiste boulimique, elle n'a jamais cessé de se réévaluer ; jusqu'à être rentière d'une résidence à Paris pour des cliniques vocales. Conséquemment, elle fait l'offrande de son second cd en solo : ***'' Rendez-vous" ;*** comprenant des morceaux comme : ***rele, mennen m ale, feeling love, mwen ka ba w, fanm gason, anmwey, plante, outro*** etc.

Une œuvre qu'elle a surtout concoctée avec la collaboration de musiciens de divers horizons : Tunisie, Burkina Faso, France parmi d'autres. Toujours à la recherche de cette sonorité ''world beat" dont elle veut se faire l'apanage. Sans omettre une valeureuse impression en 2015 au ''Prix Découvertes RFI" dont elle a atteint la finale. Tout en continuant à sillonner le monde. En agrémentant de son éloquence et de sa flamboyance : Cuba, Guyane, Martinique, la Dominique, République Dominicaine, l'Europe, les Etats-Unis etc. Où elle n'a jamais failli à sa tâche de se faire vivement acclamée. Jusqu'à ce que la crise du Covid soit venue mettre une sourdine à sa fulgurante trajectoire. Le temps de souffler un peu, en vue de mijoter d'autres merveilles succulentes à l'intention de son auditoire. A travers d'autres trouvailles comme ***''lanmou mechan"*** avec Jbeats qui prouvent qu'elle n'a pas l'intention de se reposer sur ses lauriers.